

SOMMAIRE

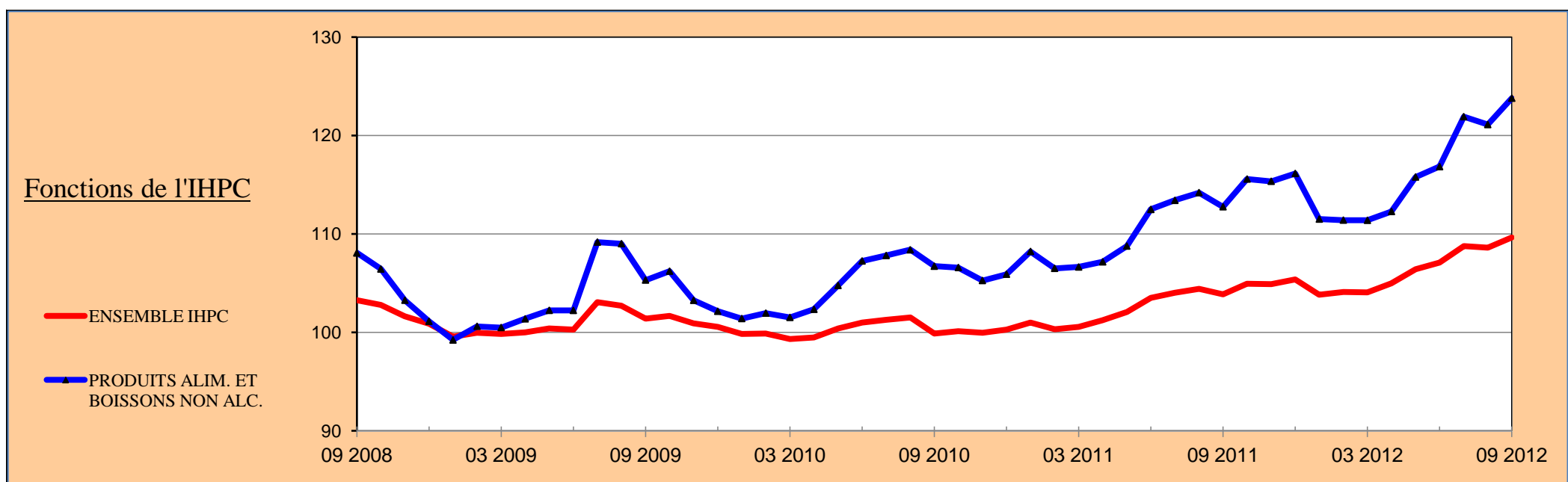
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	16
Définitions et abréviations	21
Crédit des contributions	22

Secteur réel

Le troisième trimestre 2012 a connu, comparativement au trimestre précédent une hausse du niveau général des prix, particulièrement des produits alimentaires. Quant à l'industrie, sa production a connu une baisse au deuxième trimestre 2012 comparativement au premier trimestre 2012 due principalement à celle des industries textiles.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	104,1	105,1	104,0	106,2	109,0	2,7%	4,7%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	113,5	115,7	111,4	115,0	122,3	6,4%	7,8%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,4	100,7	101,1	103,3	106,4	3,0%	7,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	101,0	101,1	101,3	101,7	101,7	0,0%	0,7%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	106,6	107,4	109,7	111,1	110,5	-0,5%	3,7%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,8	98,8	98,7	98,3	98,4	0,0%	-0,4%
SANTE	100,5	100,5	100,5	100,5	100,5	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	99,6	99,7	99,7	104,7	105,5	0,7%	5,8%
COMMUNICATION	62,3	61,6	63,6	63,6	63,5	-0,1%	2,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	99,0	99,0	98,9	98,8	98,5	-0,2%	-0,5%
ENSEIGNEMENT	102,5	102,5	102,5	102,5	102,5	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	112,2	112,9	114,1	114,1	114,8	0,6%	2,3%
AUTRES BIENS ET SERVICES	102,5	102,8	103,0	103,1	103,4	0,3%	0,9%



Le troisième trimestre 2012 est marqué par une hausse importante du niveau général des prix à la consommation, surtout en glissement annuel. En effet, l'IHPC s'est accru de 4,7% par rapport au quatrième trimestre 2011 et de 2,7% par rapport au trimestre précédent.

La hausse annuelle de 4,7% du niveau général des prix s'explique essentiellement par l'envolée des prix des biens alimentaires (+7,8%), des boissons alcoolisées et tabacs (+7,0%) et des services de transport (+5,8%). Le renchérissement des biens alimentaires serait imputable au déficit céréalier suite à la mauvaise campagne agricole 2011-2012. Quant à la montée des prix du transport, elle serait liée à la révision à la hausse du prix du carburant à la pompe suite à la progression du cours international du pétrole.

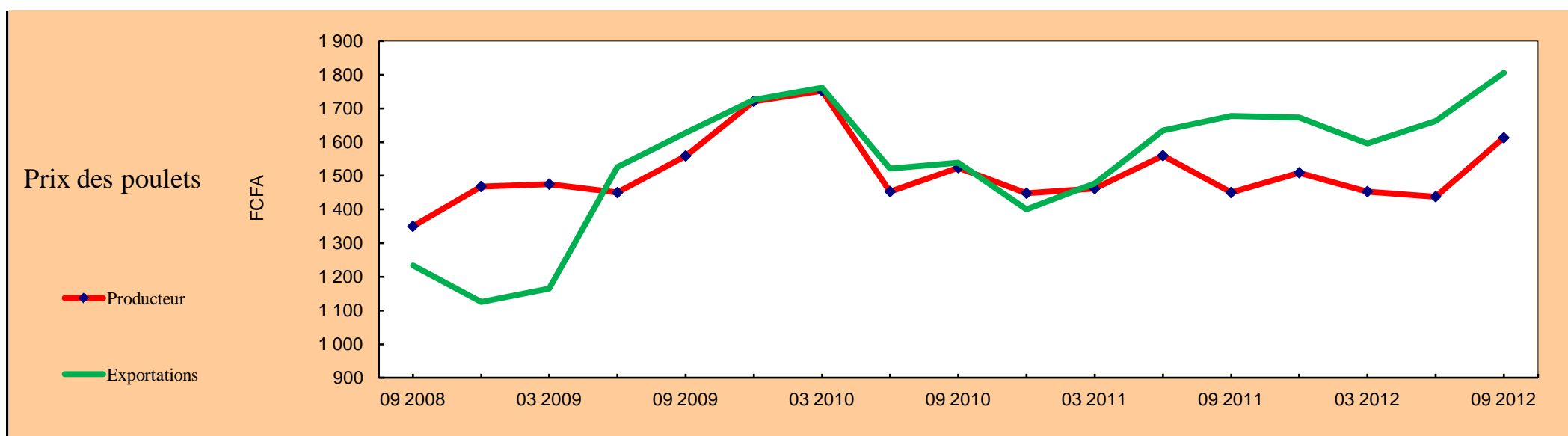
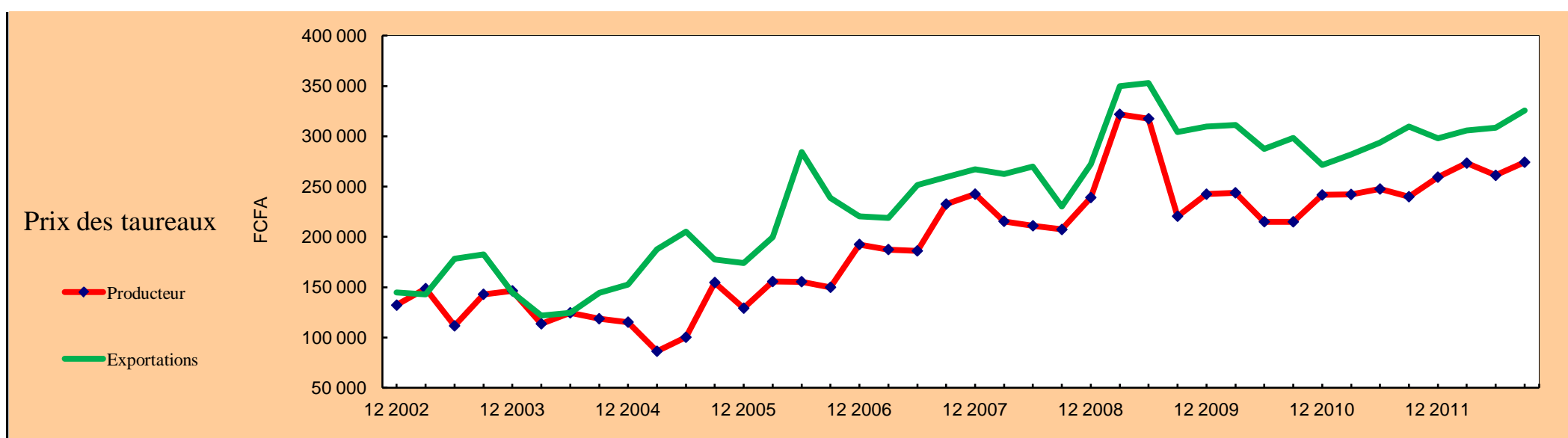
La hausse de 2,7% en glissement trimestriel reste liée au renchérissement des produits alimentaires (+6,4%), des boissons alcoolisées et tabacs (+3,0%) et des services de transports (+0,7%).

Avec une campagne agricole 2012-2013 prometteuse et la mise en consommation des nouvelles récoltes dès le mois de novembre, le niveau des prix à la consommation pourrait connaître un repli au quatrième trimestre 2012.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	239 953	259 384	273 357	261 159	274 250	5,0%	14,3%
Prix à l'exportation du taureau	309 724	298 030	305 980	308 439	325 530	5,5%	5,1%
Prix au producteur du bœuf	34 907	39 450	36 953	35 592	35 096	-1,4%	0,5%
Prix à l'exportation du bœuf	46 657	50 832	43 136	44 254	46 970	6,1%	0,7%
Prix au producteur du bouc	16 876	19 615	19 208	17 669	17 282	-2,2%	2,4%
Prix à l'exportation du bouc	30 891	32 762	31 688	31 938	34 237	7,2%	10,8%
Prix au producteur du poulet	1 450	1 509	1 453	1 438	1 613	12,2%	11,2%
Prix à l'exportation du poulet	1 678	1 673	1 596	1 662	1 806	8,7%	7,6%
Prix au producteur de la pintade	2 034	1 904	1 806	1 798	2 091	16,3%	2,8%
Prix à l'exportation de la pintade	2 235	2 243	2 001	2 119	2 365	11,6%	5,8%



Le troisième trimestre 2012 s'est caractérisé par une hausse générale des prix du bétail sur les marchés d'exportation comparativement au trimestre précédent.

L'analyse des prix moyens de production et d'exportation de taureau montre que, sur la plupart des marchés, la tendance est à la hausse. Cette hausse serait le reflet du bon état d'embonpoint des sujets présentés, du faible effectif de bovins présentés sur les marchés et de la forte demande.

L'observation du marché des petits ruminants montre que les prix au producteur du bœuf affichent une stabilité même si une légère baisse (-1,4%) est observée comparativement à leur niveau du trimestre écoulé. Les prix affichent cependant une tendance haussière sur les marchés d'exportation (+6,1%). Les prix au producteur du bouc sont restés également en baisse (-2,2%) par rapport au trimestre précédent. Toutefois, en glissement annuel, on observe une tendance à la hausse des prix au producteur (+2,4%) et à l'exportation (+10,8%).

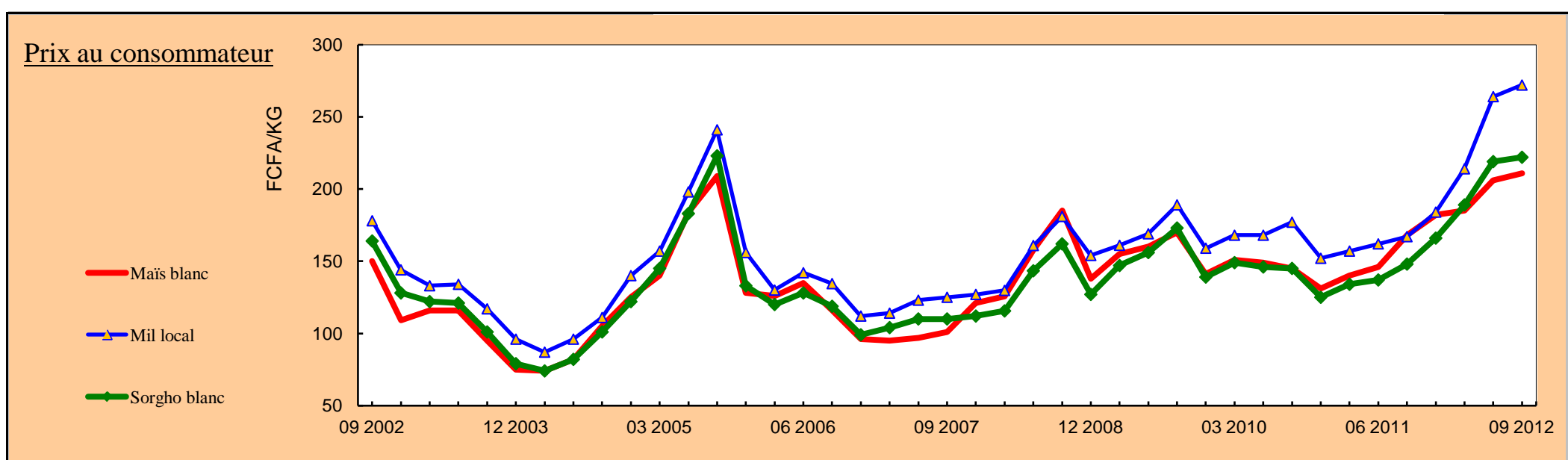
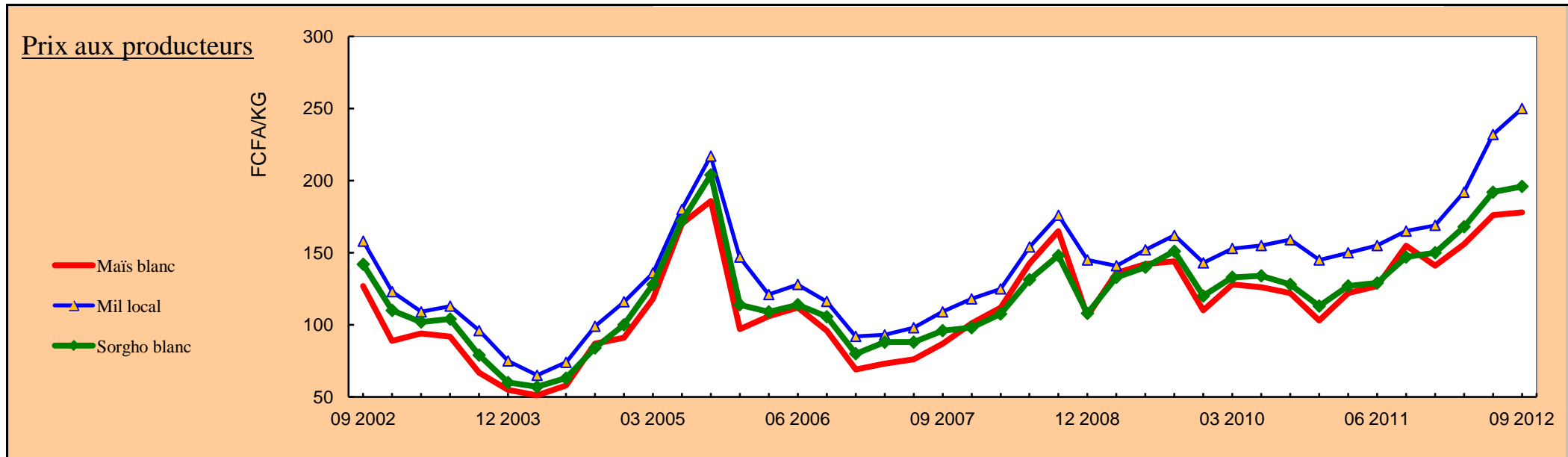
La baisse des prix des petits ruminants, constatée aux trimestres antérieurs, sur les marchés de production s'est poursuivie et serait due au fait que les producteurs voulant acheter des engrais et/ou des vivres avec l'installation progressive de la saison hivernale cédaient les animaux même à des prix qui ne les convenaient pas.

Le marché de la volaille affiche au cours de ce trimestre les plus importantes variations sur les marchés de production (pintade +16,3% ; poulet +12,2%) en glissement trimestriel. La forte demande enregistrée lors de la fête du Ramadan pourrait expliquer cette croissance.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	155,0	141,0	156,0	176,0	178,0	1,1%	14,8%
Prix au consommateur du maïs blanc	168,0	182,0	185,0	206,0	211,0	2,4%	25,6%
Prix au producteur du mil local	165,0	169,0	192,0	232,0	250,0	7,8%	51,5%
Prix au consommateur du mil local	167,0	184,0	214,0	264,0	272,0	3,0%	62,9%
Prix au producteur du sorgho blanc	147,0	150,0	168,0	192,0	196,0	2,1%	33,3%
Prix au consommateur du sorgho blanc	148,0	166,0	189,0	219,0	222,0	1,4%	50,0%



La situation alimentaire a été globalement difficile au cours de ce troisième trimestre qui correspond également à la période de soudure et aux travaux champêtres de la campagne en cours. En vue de juguler cette crise alimentaire, l'Etat et ses Partenaires ont maintenu ou accentué leurs activités de facilitation de l'accès aux vivres par les populations vulnérables tout au long du trimestre. Cela a permis de contenir les prix des céréales sur les marchés malgré leur niveau toujours élevé.

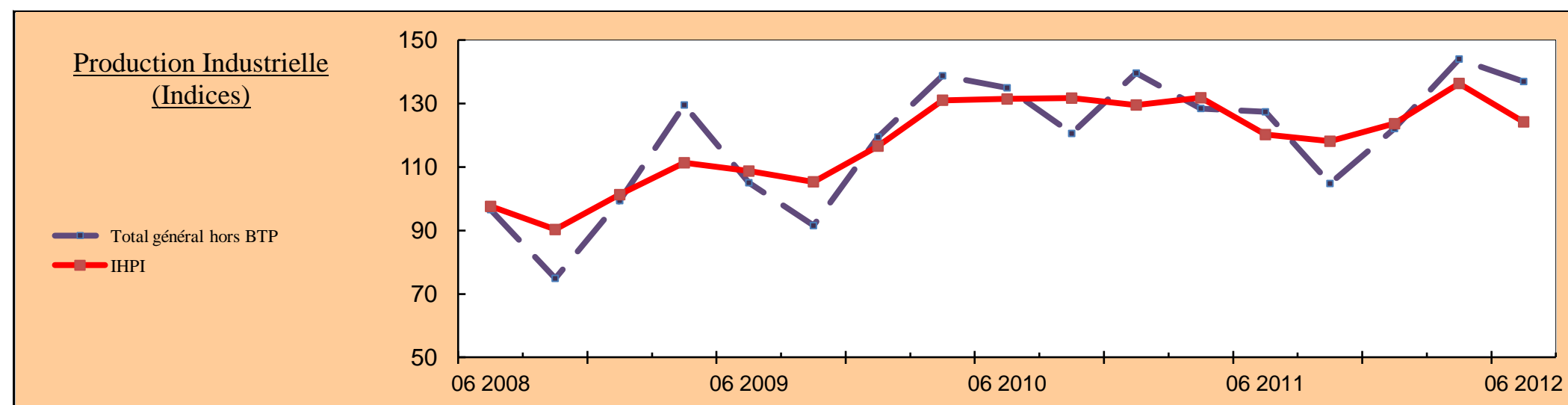
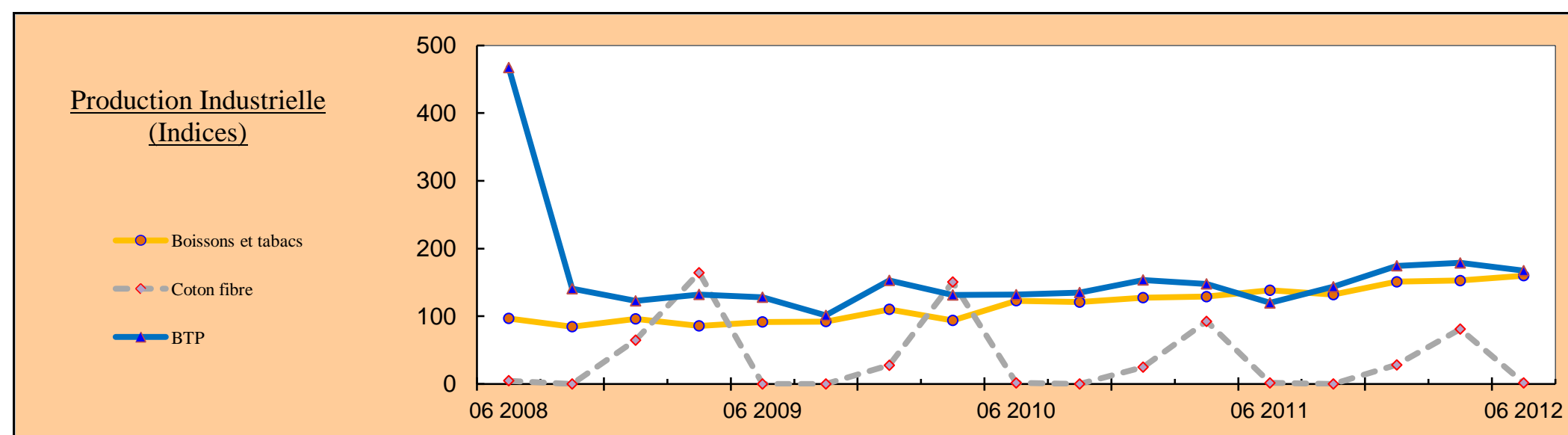
Sur les marchés de collecte, il a été enregistré des moyennes des prix du kilogramme de 178 FCFA pour le maïs blanc, 250 FCFA pour le mil local et 196 FCFA pour le sorgho blanc, soit des variations par rapport au trimestre écoulé de +1%, pour le maïs et +8% pour le mil et de +2% pour le sorgho. Comparativement à la même période de l'année passée, il a été relevé des variations en hausse de 15%, 52% et 33% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Sur les marchés de détail, de légères hausses de prix ont été enregistrées par rapport au trimestre passé (2% pour le maïs, 3% pour le mil et 1% pour le sorgho) avec des moyennes trimestrielles de 211 FCFA/Kg, 272 FCFA/Kg et 222 FCFA/Kg respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Comparativement au même trimestre de l'année 2011, les variations sont de +24% pour le maïs, de +62% pour le mil et de +50% pour le sorgho.

Les prix les plus élevés du trimestre ont été observés sur les marchés des régions du Sahel (Gorom-Gorom, Dori), du Centre (Gounghin, Sankaryaré) et du Nord (Djibo, Ouahigouya, Yako) avec une moyenne de 33 000 FCFA le sac de 100 Kg de mil et 28 000 FCFA les sacs de maïs et de sorgho. Les prix les moins élevés se retrouvent sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Gassan), des Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana), et des Cascades (Douna) avec des moyennes des prix de 22 000 FCFA le sac de mil, de 18 000 FCFA pour le maïs et de 18 500 FCFA pour sorgho.

Le trimestre à venir pourrait connaître une amélioration de la disponibilité au regard de la bonne physionomie des cultures de la campagne agricole.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2011	2012	2012	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	1,5	0,0	28,1	81,1	1,5	-98,1%	0,0%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	121,9	112,1	129,4	158,5	143,1	-9,7%	17,4%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	12,6	13,9	32,8	84,4	11,6	-86,3%	-8,0%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 236,9	1 150,5	1 022,0	1 236,1	1 055,9	-14,6%	-14,6%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	118,5	125,0	143,0	152,6	149,9	-1,7%	26,5%
BOISSONS ET TABAC	138,4	131,9	150,8	152,6	160,0	4,8%	15,6%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	118,5	125,0	143,0	152,6	149,9	-1,7%	26,5%
BOULANGERIES, MEUNERIES	118,3	130,2	117,7	115,4	140,9	22,0%	19,1%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	87,5	68,8	84,9	174,0	107,6	-38,2%	22,9%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	124,2	153,9	80,1	118,0	113,1	-4,2%	-8,9%
INDUSTRIES CHIMIQUES	72,4	66,3	74,1	66,9	79,7	19,1%	10,1%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	10,4	6,5	14,7	10,7	16,1	51,2%	55,8%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	161,0	67,1	98,9	122,7	140,1	14,2%	-13,0%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	119,6	143,5	174,6	178,7	167,3	-6,4%	39,9%
TOTAL GENERAL HORS BTP	127,4	104,8	122,2	144,0	137,0	-4,9%	7,5%
IHPI	126,4	109,9	129,1	148,6	140,0	-5,8%	10,8%



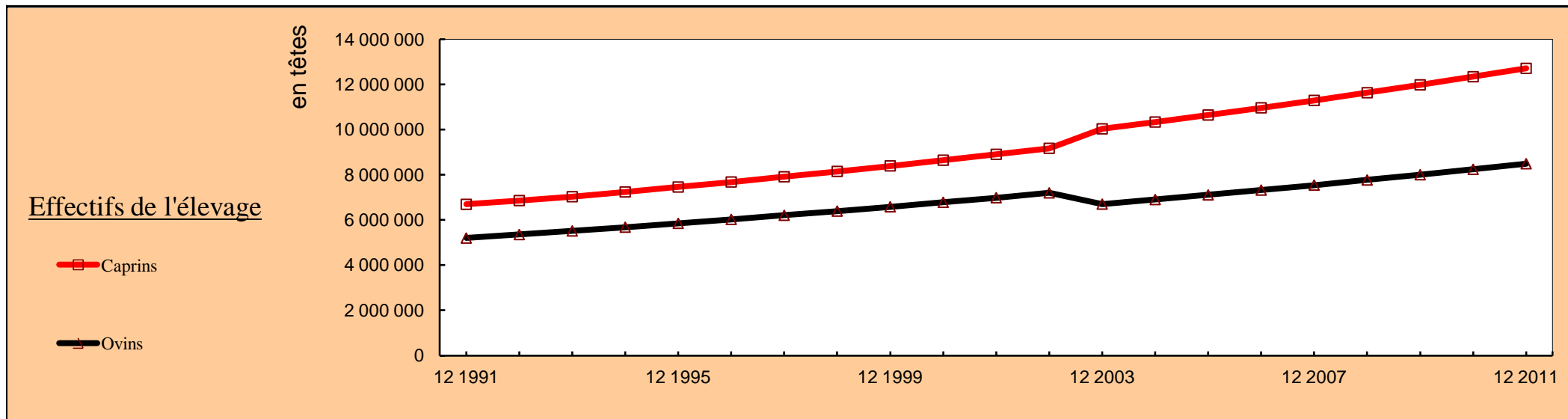
Après les hausses enregistrées au cours des deux derniers trimestres, la production industrielle a connu une baisse au cours du deuxième trimestre 2012. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'est établi à 140,0, soit une baisse de 5,8% en glissement trimestriel. Cependant, l'indice a connu une hausse de 10,8% en glissement annuel.

La baisse enregistrée est principalement le fait des entreprises minières et textiles qui ont enregistré une baisse importante de leurs productions au cours de la période. En effet, l'industrie extractive a connue une importante baisse de sa production de même ampleur en glissements trimestriel et annuel (-14,6%). L'industrie textile a également enregistré des baisses notables au niveau de sa production tant en glissement trimestriel qu'annuel (-86,3% et -8,0% respectivement). Cette tendance est due à la baisse saisonnière de la transformation de la graine de coton.

Certains secteurs industriels ont par contre enregistré des hausses de leurs productions au cours du trimestre. Il s'agit principalement du secteur "eau, électricité et gaz" et celui des boulangeries et meuneries dans l'industrie alimentaire, avec des évolutions respectives de 14,2% et 22,0%. En glissement annuel, si les boulangeries et meuneries sont en hausse de 19,1%, le secteur "eau, électricité et gaz" a enregistré dans son ensemble une chute de 13,0% de sa production.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Croissance moyenne	
						2007-2011	2010-2011
Effectif de bovins (en têtes)	7 914 180	8 072 420	8 233 845	8 398 499	8 566 448	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 543 720	7 770 083	8 003 164	8 243 238	8 490 513	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 294 980	11 633 992	11 982 987	12 342 454	12 712 705	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	34 329	35 359	36 420	37 512	38 638	3,0%	3,0%

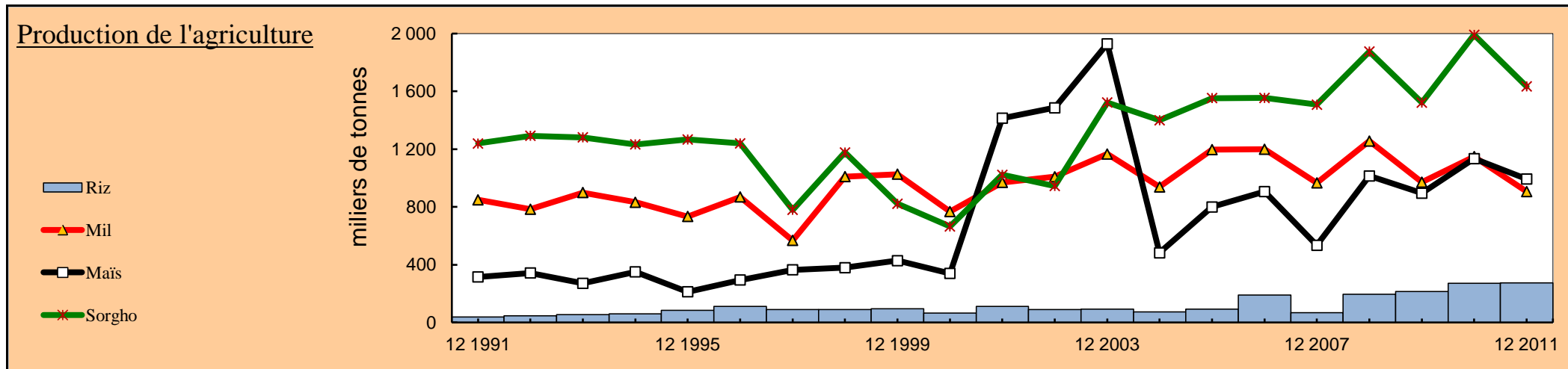


Les résultats de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II, 2003) constituent la base d'estimation des effectifs du cheptel. A partir de ces résultats et en appliquant les taux de croît, on obtient les effectifs ci-dessus du cheptel pour l'année 2011.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Croissance moyenne	
						2007-2011	2010-2011
Production brute totale de céréales	3 088 811	4 358 518	3 626 637	4 560 574	3 822 882	5,5%	-16,2%
dont : Production brute de mil	966 016	1 255 189	970 927	1 147 894	905 637	-1,6%	-21,1%
dont : Production brute de sorgho	1 507 162	1 875 046	1 521 468	1 990 227	1 633 759	2,0%	-17,9%
dont : Production brute de maïs	533 874	1 013 634	894 558	1 133 452	992 708	16,8%	-12,4%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	68 916	195 102	213 584	270 658	274 840	41,3%	1,5%



Le suivi de la campagne agricole 2012/2013 a été l'une des principales activités de ce troisième trimestre. Débuté timidement au regard de la pluviométrie capricieuse entre mai et juin, la campagne s'est véritablement installée au cours du mois de juillet grâce à la bonne répartition spatio-temporelle des pluies observée pendant cette période. Des pluies exceptionnelles journalières, des cas d'inondations et des vents violents ont été aussi signalés par endroit mais sans dégâts majeurs.

En fin de trimestre, la campagne présentait une bonne physionomie dans toutes les régions. Les pluies se sont poursuivies de façon satisfaisante, favorisant ainsi les différentes opérations culturales et le développement des cultures. La répartition des précipitations a permis le bon développement des cultures. Cependant, des retards dans le développement végétatif des plants ont été constatés dans quelques communes du Nombiel qui a connu plusieurs périodes sèches. Ainsi, les principaux stades phénologiques restent hétérogènes selon les régions et les spéculations. Mais comparativement à la campagne 2011, il y a une nette avancée des stades végétatifs.

Des prémices de récoltes du maïs et de tubercules se retrouvaient sur les marchés en fin septembre. Ce qui a permis d'améliorer la situation alimentaire des ménages.

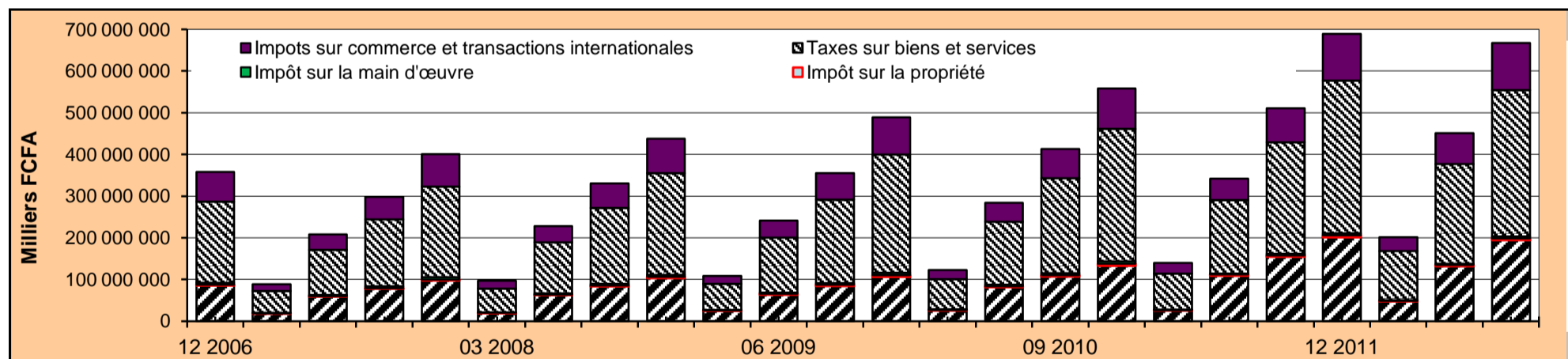
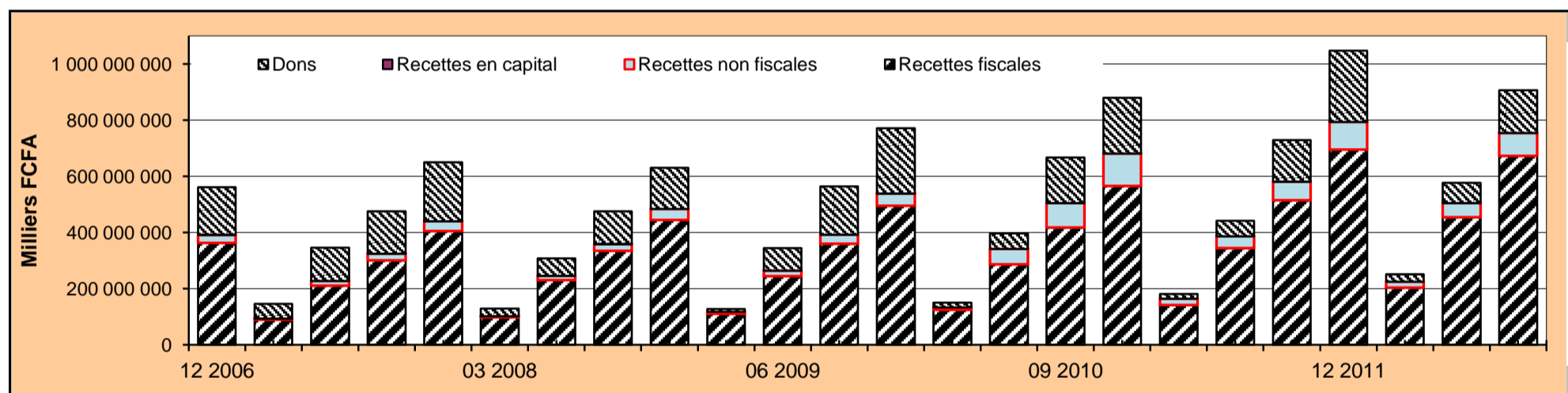
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

Finances publiques

A fin septembre 2012, l'exécution des opérations financières de l'Etat affiche un niveau de recettes totales et dons de 906,2 milliards de FCFA et un niveau de dépenses et prêts nets de 939,9 milliards de FCFA, dégageant ainsi un solde globale base engagement déficitaire de 33,7 milliards de FCFA en amélioration de 63,2% comparativement à la même période en 2011.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	3. Trim. 2011 Réal.	4. Trim. 2011 Réal.	1. Trim. 2012 Est.	2. Trim. 2012 Est.	3. Trim. 2012 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
Recettes totales et dons	1 239 648 789	729 846 039	1 047 248 587	251 362 391	576 677 117	906 163 620	73,1%	24,2%
Recettes totales	835 261 490	580 681 629	793 578 305	225 127 972	505 431 518	754 174 917	90,3%	29,9%
Recettes courantes	835 261 490	580 681 266	793 577 824	225 127 794	505 383 930	754 079 910	90,3%	29,9%
Recettes fiscales	724 520 217	515 228 389	695 595 861	203 332 827	454 742 267	672 425 277	92,8%	30,5%
Impôts sur revenus et bénéfiques	178 341 092	154 609 656	201 024 451	47 437 463	132 438 354	194 357 404	109,0%	25,7%
Impôt sur la main d'œuvre	8 824 632	3 326 699	4 988 891	1 521 033	2 943 478	4 337 362	49,2%	30,4%
Taxes sur biens et services	398 966 859	267 514 096	366 724 527	117 513 482	239 162 211	350 993 199	88,0%	31,2%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	126 131 459	81 818 334	111 976 829	34 013 988	74 147 077	113 329 221	89,9%	38,5%
Autres recettes fiscales	7 436 705	4 502 053	5 983 083	1 451 122	3 288 368	5 139 332	69,1%	14,2%
Recettes non fiscales	110 741 273	65 452 877	97 981 964	21 794 967	50 641 664	81 654 633	73,7%	24,8%
Recettes en capital	0	363	481	178	47 588	95 007		26067,6%
Dons	404 387 299	149 164 410	253 670 282	26 234 418	71 245 599	151 988 703	37,6%	1,9%
Projets	220 332 789	56 285 523	73 100 000	23 698 418	50 845 981	60 195 527	27,3%	6,9%
Programmes	184 054 510	92 878 887	180 570 282	2 536 000	20 399 618	91 793 176	49,9%	-1,2%



Les recettes totales et dons ont été recouverts à hauteur de 906,2 milliards de FCFA à fin septembre 2012 contre 729,8 milliards de FCFA à fin septembre 2011, soit une progression de 24,2%. Cette performance résulte d'un accroissement des recettes propres (+173,4 milliards de FCFA) et des dons (+2,8 milliards de FCFA).

En effet, cette progression des recettes propres est imputable aux recettes fiscales qui ont enregistré une hausse de 157,2 milliards de FCFA (+30,5%) par rapport à fin septembre 2011 pour se situer à 672,4 milliards de FCFA. L'accroissement des « impôts sur revenus et bénéfiques » (+25,7%) ainsi que celui des « taxes sur les biens et services » (+31,2%) expliquent ce niveau des recettes fiscales.

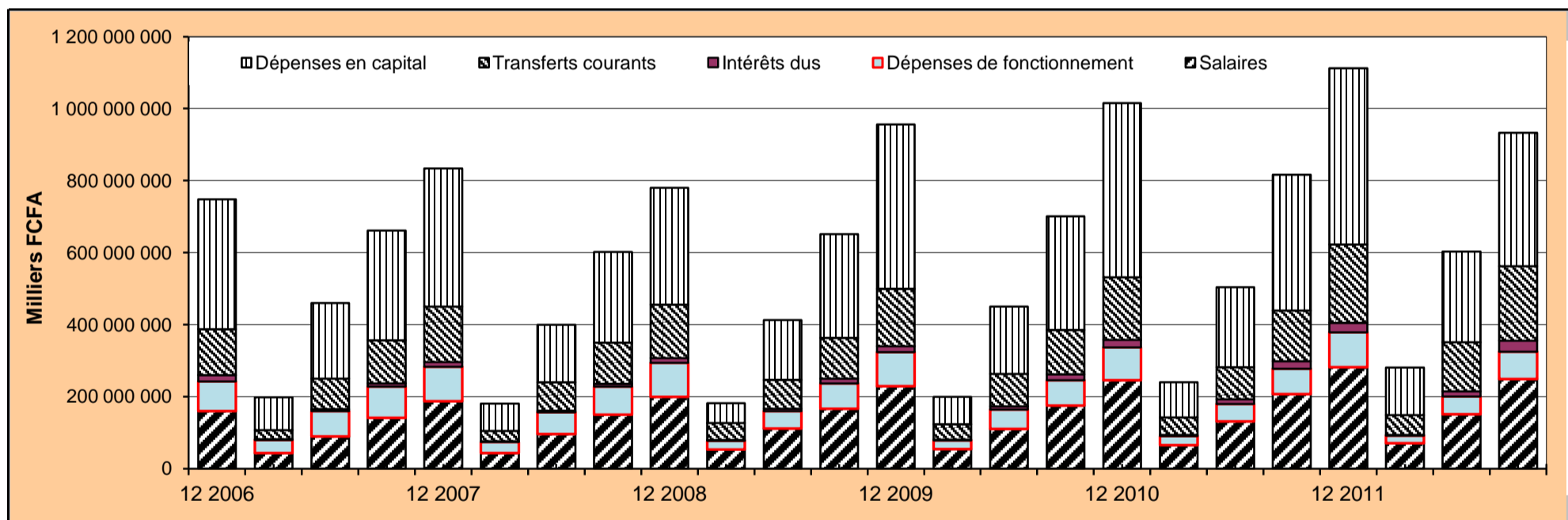
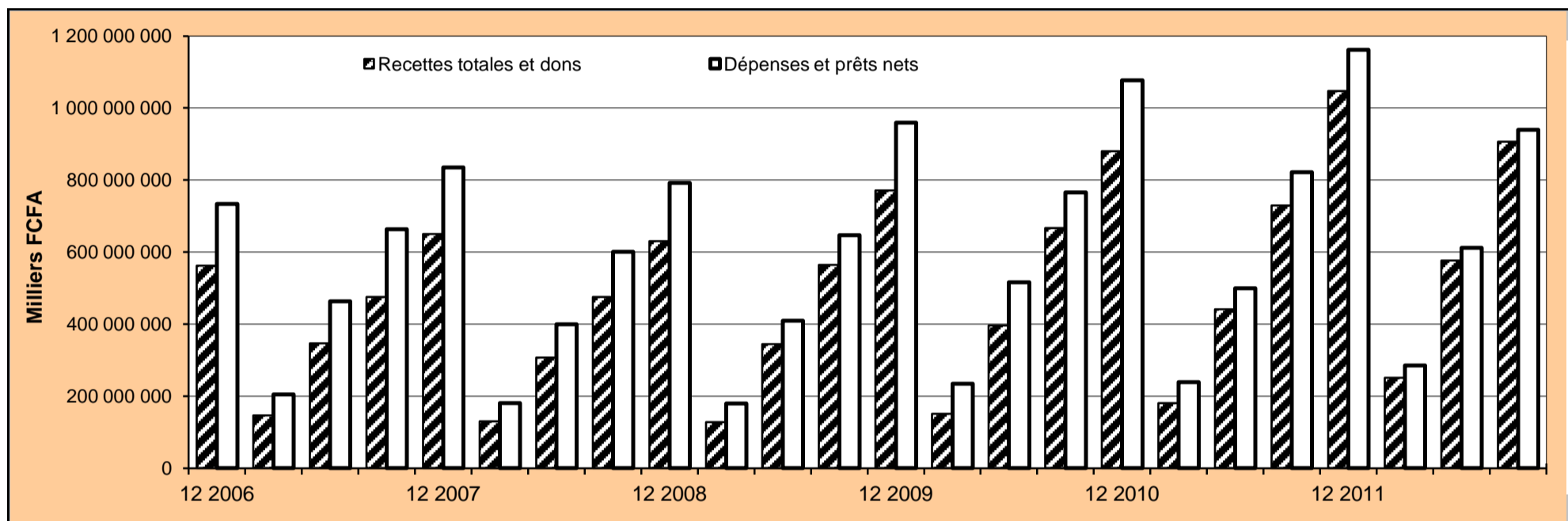
Quant aux recettes non fiscales, elles ont connu une progression de 24,8% passant de 65,4 milliards de FCFA à fin septembre 2011 à 81,7 milliards FCFA à fin septembre 2012. Ces différents progrès résultent de la mise en œuvre des politiques visant une mobilisation plus accrue des ressources internes.

En ce qui concerne les dons, malgré la baisse de la composante « don programme » de 1,1 milliards de FCFA, ils ont été mobilisés à hauteur de 151,9 milliards de FCFA à fin septembre 2012 contre 149,2 milliards de FCFA une année plutôt, soit une hausse de 1,9%.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 343 746 451	821 509 342	1 161 881 094	285 546 225	612 140 940	939 875 862	69,9%	14,4%
Dépenses	1 350 682 231	816 558 835	1 159 228 694	280 838 966	602 871 607	932 886 468	69,1%	14,2%
Dépenses courantes	651 720 937	438 596 702	623 213 129	148 898 272	351 120 714	562 044 461	86,2%	28,1%
Salaires	319 864 568	206 873 715	281 444 997	70 578 195	151 058 973	248 349 603	77,6%	20,0%
Dépenses de fonctionnement	104 000 000	70 327 029	97 555 900	20 386 206	49 644 380	76 020 212	73,1%	8,1%
Intérêts dus	20 030 369	20 884 104	25 762 699	2 116 584	13 598 237	31 175 907	155,6%	49,3%
Transferts courants	207 826 000	140 511 854	218 449 532	55 817 287	136 819 124	206 498 739	99,4%	47,0%
Dépenses en capital	698 961 294	377 962 132	489 452 271	131 940 694	251 750 893	370 842 007	53,1%	-1,9%
financées sur ressources propres	327 208 041	219 769 015	283 409 607	69 230 852	137 434 594	229 233 798	70,1%	4,3%
Prêts nets	-6 935 780	4 950 507	2 652 400	4 707 260	9 269 334	6 989 394	-100,8%	41,2%



Les dépenses et prêts nets se sont situés à 939,9 milliards de FCFA à fin septembre 2012 contre 821,5 milliards de FCFA à fin septembre 2011, correspondant à une hausse de 118,4 milliards de FCFA (+14,4%). Cet accroissement est essentiellement imputable aux dépenses courantes.

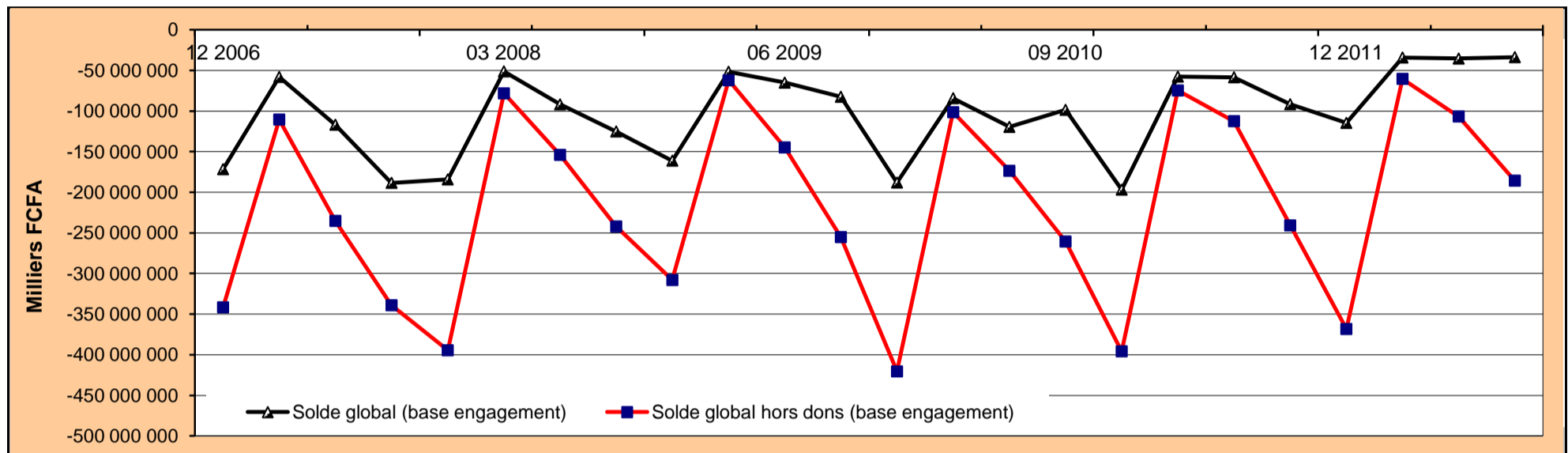
En effet, les dépenses courantes, en hausse de 28,1% par rapport à fin septembre 2011, ont été exécutées à hauteur de 562,0 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique notamment par la hausse simultanée des dépenses de personnel (+20,0%) et des transferts courants (+47,0%). La hausse des dépenses de personnel est imputable à la prise en charge de l'accroissement des effectifs (intégrations et engagements statutaires) sur la période, d'une part, et à la revalorisation des éléments de rémunération (par le biais des avancements constatés), d'autre part. Quant aux dépenses de transferts courants, leur hausse s'explique par l'accroissement des subventions aux EPE et aux collectivités territoriales ainsi que celles des produits pétroliers.

Concernant les dépenses en capital à fin septembre 2012, elles se sont contractées de 1,9% par rapport à la même période en 2011 en ressortant à 370,8 milliards de FCFA. Cette situation s'explique par la baisse des dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures (-16,9 milliards de FCFA) malgré l'accroissement des dépenses d'investissements sur ressources propres (+9,5 milliards de FCFA).

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SOLDES ET FINANCEMENT

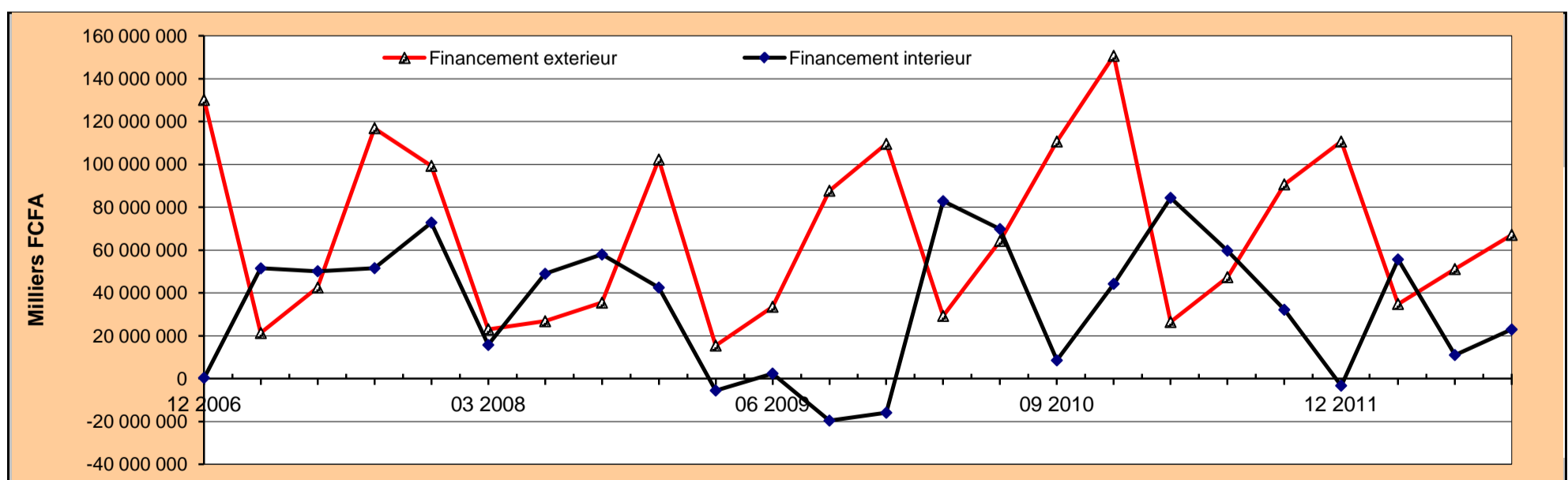
SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-104 097 662	-91 663 302	-114 632 507	-34 183 835	-35 463 823	-33 712 242	32,4%	-63,2%
Solde global hors dons (base engagement)	-508 484 961	-240 827 712	-368 302 789	-60 418 253	-106 709 422	-185 700 945	36,5%	-22,9%
Solde primaire	-123 001 339	-219 943 609	-342 540 089	-58 301 669	-93 111 185	-154 525 038	125,6%	-29,7%
Solde de base	-143 031 708	-84 118 845	-166 109 210	1 158 334	5 968 571	-45 943 041	32,1%	-45,4%
Solde global (base caisse)	-104 097 662	-107 605 124	-105 162 779	-86 241 237	-62 858 731	-83 345 789	80,1%	-22,5%
Solde global hors dons (base caisse)	-508 484 961	-256 769 534	-358 833 061	-112 475 655	-134 104 330	-235 334 492	46,3%	-8,3%



L'exécution des opérations financières de l'Etat affiche un solde global (base engagement) déficitaire de 33,7 milliards de FCFA à fin septembre 2012 contre 91,7 milliards de FCFA une année plutôt, soit une amélioration de 63,2%. Ce niveau de déficit atteint à fin septembre 2012 est contenu dans la limite des 93,1 milliards de FCFA autorisée par le programme FEC.

Le déficit global base caisse s'est situé à 83,3 milliards de FCFA à fin septembre 2012 contre 107,6 milliards de FCFA à la même période en 2011. Il a été comblé par un financement extérieur net de 67,1 milliards de FCFA, d'une part, et par un financement intérieur net de 23,0 milliards FCFA, d'autre part.

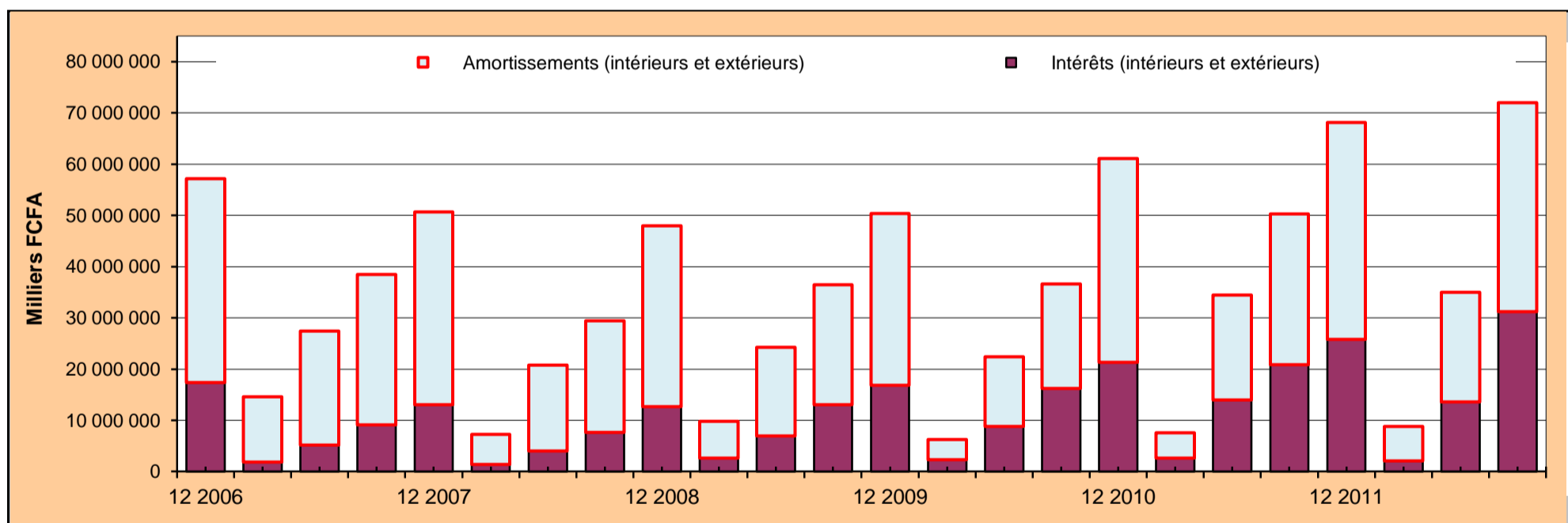
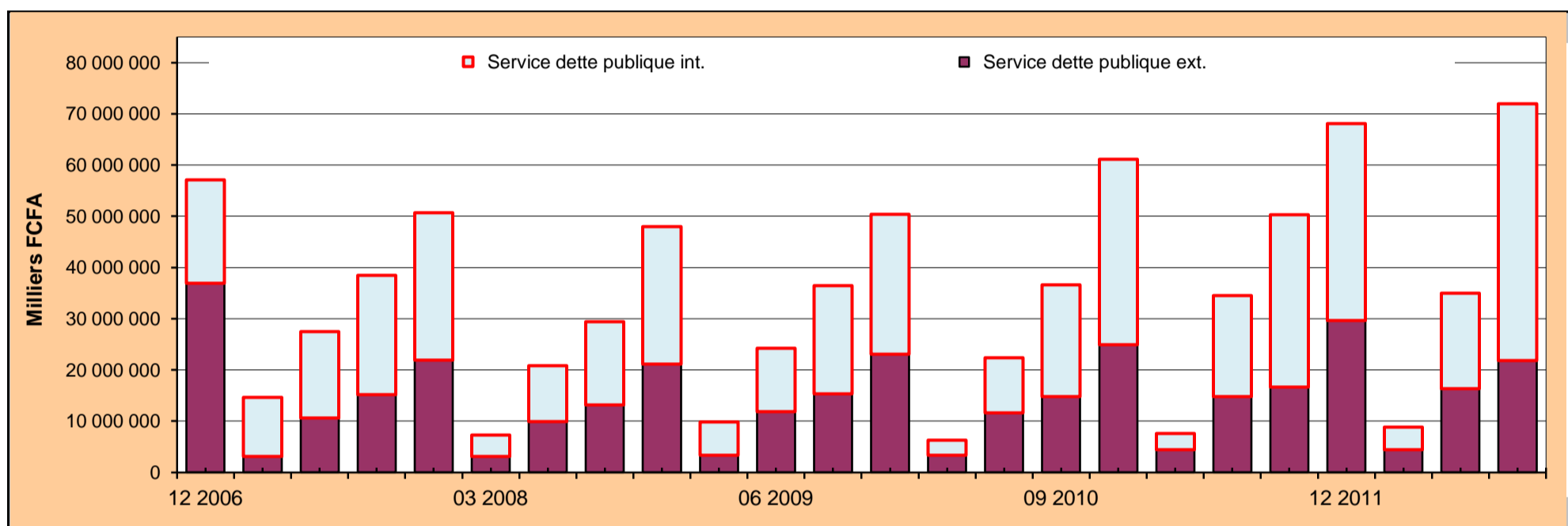
FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Financement	69 097 662	122 834 171	107 381 554	90 503 424	62 180 876	90 047 220	130,3%	-26,7%
Financement extérieur	123 888 729	90 681 311	110 664 595	34 859 753	51 151 360	67 095 810	54,2%	-26,0%
Décaissements extérieurs	145 120 464	100 423 344	129 093 579	37 878 169	61 832 012	81 062 377	55,9%	-19,3%
Initiative PPTE (Allègements)	0	0	0	0	0	0		
Amortissement de la dette extérieure	-21 231 735	-9 742 032	-18 428 984	-3 018 416	-10 680 652	-13 966 567	65,8%	43,4%
Ajustement taux de change	0	0	0	0	0	0		
Financement intérieur	-54 791 067	32 152 859	-3 283 040	55 643 671	11 029 516	22 951 410	-41,9%	-28,6%
Financement bancaire	-47 032 176	15 621 502	-16 014 294	58 288 957	2 229 975	50 545 698	-107,5%	223,6%
Secteur non bancaire	-7 758 891	16 531 358	12 731 254	-2 645 286	8 799 542	-27 594 289	355,6%	-266,9%
Gap de financement	0	-15 229 046	-2 218 775	-4 262 187	677 855	-6 701 431		-56,0%



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	70 130 000	50 297 220	68 109 015	8 789 580	34 954 562	71 957 610	102,6%	43,1%
Amortissements (int. et ext.)	50 099 631	29 413 117	42 346 316	6 672 995	21 356 325	40 781 703	81,4%	38,7%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030 369	20 884 104	25 762 699	2 116 584	13 598 237	31 175 907	155,6%	49,3%
Service dette publique int.	40 525 351	33 685 874	38 497 678	4 402 843	18 598 008	50 112 623	123,7%	48,8%
Amortissements	28 867 896	19 671 084	23 917 332	3 654 580	10 675 673	26 815 136	92,9%	36,3%
Intérêts	11 657 455	14 014 790	14 580 346	748 263	7 922 336	23 297 487	199,9%	66,2%
Service dette publique ext.	29 604 649	16 611 346	29 611 337	4 386 737	16 356 554	21 844 987	73,8%	31,5%
Amortissements	21 231 735	9 742 032	18 428 984	3 018 416	10 680 652	13 966 567	65,8%	43,4%
Intérêts	8 372 914	6 869 314	11 182 353	1 368 321	5 675 902	7 878 420	94,1%	14,7%
Service dette ext./recettes totales	3,5%	2,9%	3,7%	1,9%	3,2%	2,9%	81,7%	1,3%

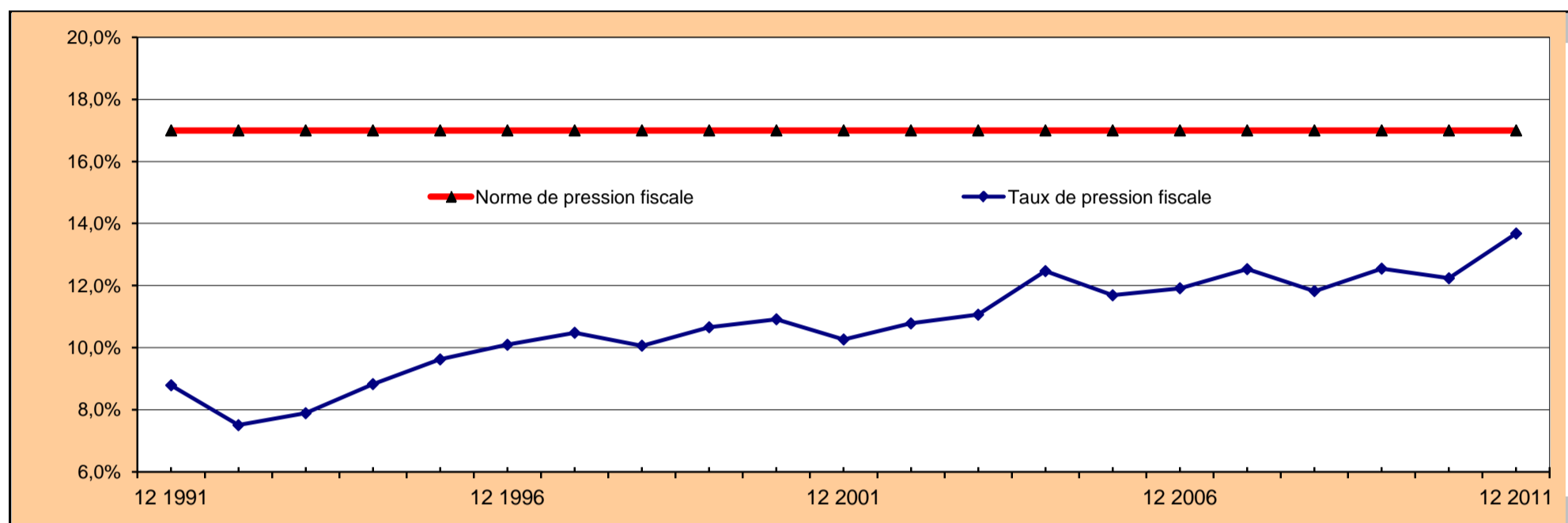


Le service de la dette publique s'est chiffré à 72,0 milliards de francs CFA à fin septembre 2012 contre 50,3 milliards de francs CFA à la même période en 2011; soit une augmentation de 43,1%. Quant au ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", il est évalué à 2,9% à fin septembre 2012, en hausse de 1,3% comparativement à fin septembre 2011. Ce qui signifie que la part des ressources propres consacrées au paiement de la dette extérieure a augmenté au cours de la période.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	$\geq 0\%$	-5,7%	-4,6%	-5,6%	-2,8%	-2,3%
Taux d'inflation	$\leq 3\%$	-0,3%	10,7%	2,6%	-0,6%	2,8%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	$\leq 70\%$	25,1%	24,6%	27,5%	25,0%	27,2%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	$\geq 20\%$	35,2%	43,7%	47,6%	49,0%	40,7%
Masse salariale / Recettes fiscales	$\leq 35\%$	46,3%	44,7%	46,2%	43,5%	40,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	$\leq 5\%$	-12,6%	-14,8%	-9,1%	-7,0%	-9,6%
Taux de pression fiscale	$\geq 17\%$	12,5%	11,8%	12,5%	12,2%	13,7%



Sources : M.E.F.

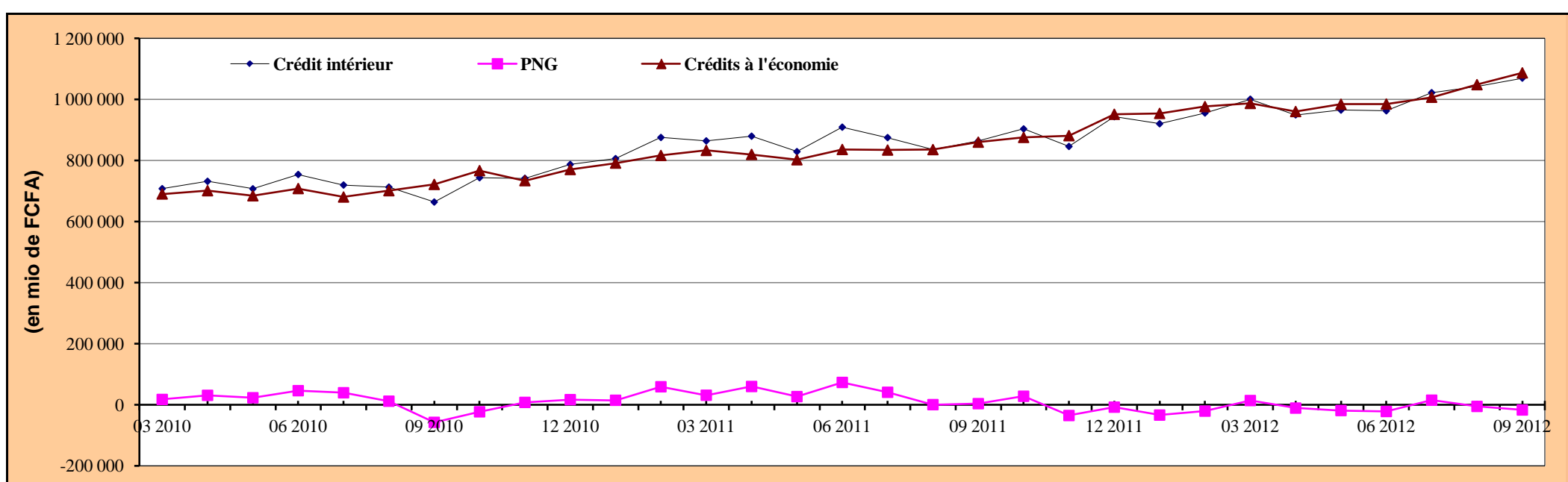
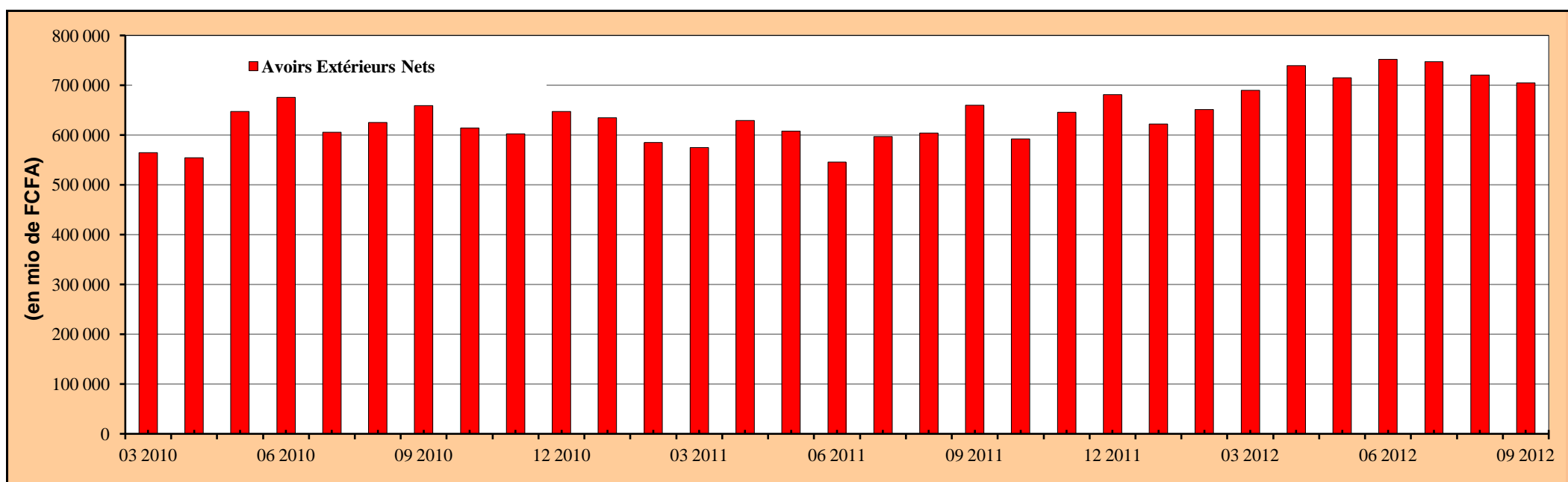
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

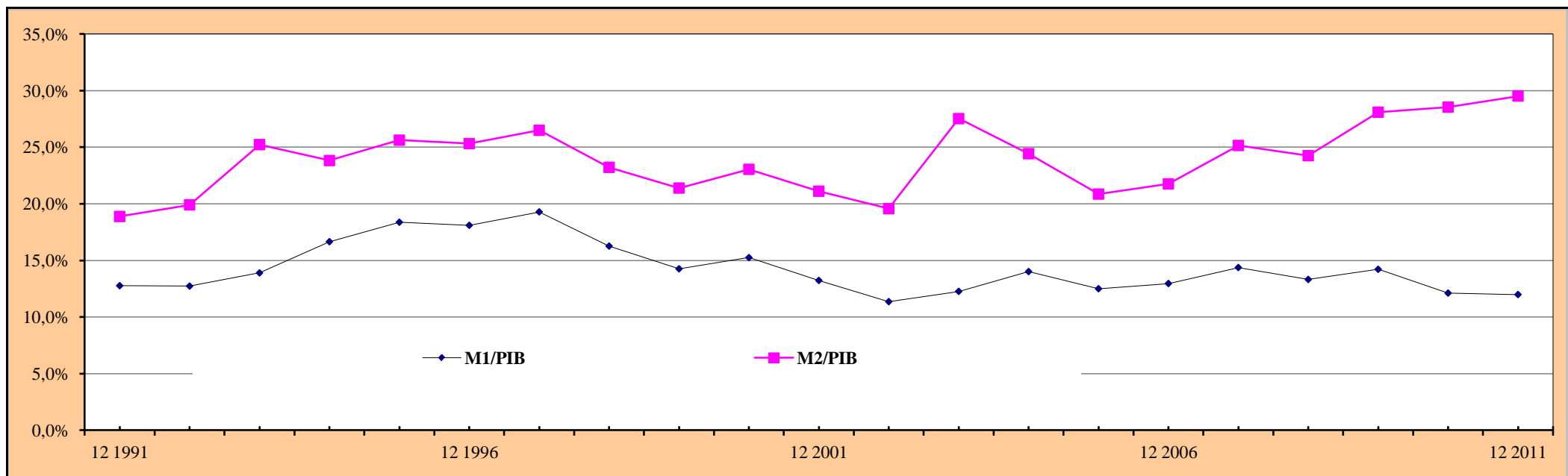
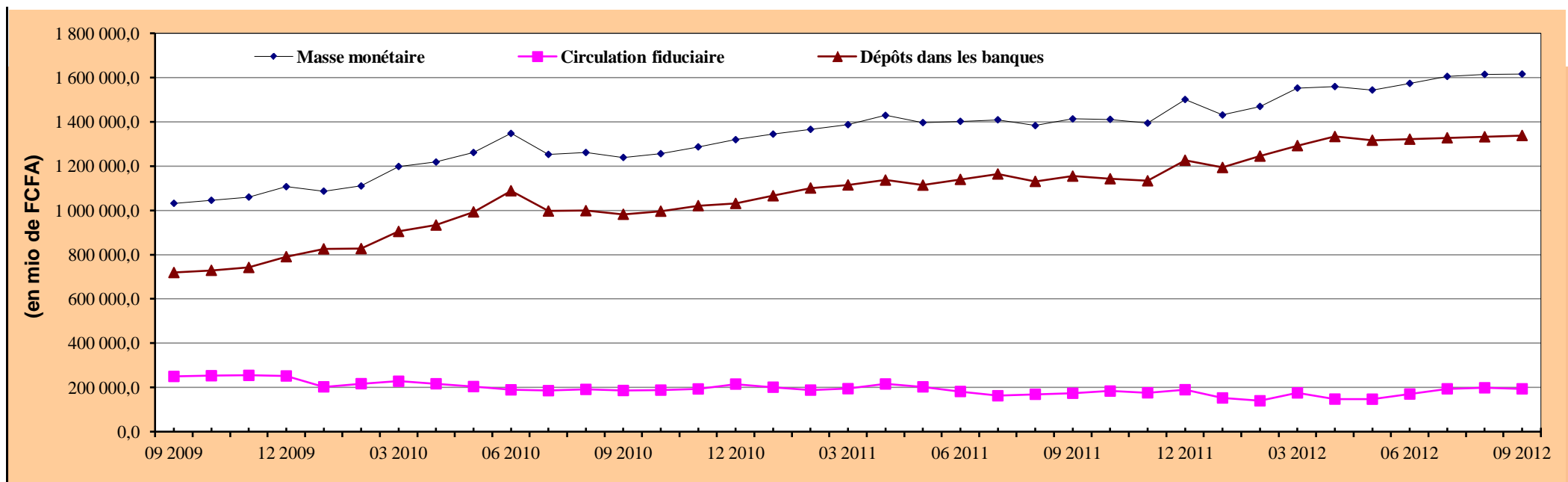
Les agrégats monétaires entre fin septembre 2012 et fin décembre 2011 ont été caractérisés par une hausse des avoirs extérieurs nets (+3,4%), du crédit intérieur (+13,4%) et de la masse monétaire (+7,7%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
	Est.								
Avoirs Extérieurs Nets	659 776,1	681 545,4	689 530,9	752 171,5	704 948,6	-47 222,9	-6,3%	45 172,5	6,8%
BCEAO	239 364,1	275 337,4	194 375,9	183 362,5	219 804,6	36 442,1	19,9%	-19 559,5	-8,2%
Banques	420 412,0	406 208,0	495 155,0	568 809,0	485 144,0	-83 665,0	-14,7%	64 732,0	15,4%
Crédit intérieur	863 769,3	943 714,3	1 000 885,2	963 000,0	1 070 148,2	107 148,1	11,1%	206 378,9	23,9%
PNG	3 557,6	-7 884,4	13 760,3	-22 119,1	-17 128,5	4 990,5	-22,6%	-20 686,1	-581,5%
Crédits à l'économie	860 211,7	951 598,7	987 124,9	985 119,1	1 087 276,7	102 157,6	10,4%	227 065,0	26,4%
dont crédits à court terme	492 128,7	562 627,7	535 700,9	546 876,1	637 299,7	90 423,6	16,5%	145 171,0	29,5%
dont crédits de campagne	20 307,0	14 715,0	70 512,0	39 100,0	24 445,0	-14 655,0	-37,5%	4 138,0	20,4%
dont crédits à moyen et long terme	347 776,0	374 256,0	380 912,0	399 143,0	425 532,0	26 389,0	6,6%	77 756,0	22,4%
Masse monétaire	1 413 405,9	1 501 097,6	1 552 774,1	1 573 862,1	1 616 141,3	42 279,2	2,7%	202 735,4	14,3%
Circulation fiduciaire	173 665,1	189 587,6	175 273,5	170 118,8	193 618,4	23 499,5	13,8%	19 953,3	11,5%
Dépôts dans les banques	1 154 812,8	1 226 661,9	1 292 601,7	1 321 767,7	1 338 550,9	16 783,2	1,3%	183 738,1	15,9%
dont dépôts à vue	526 243,8	595 760,9	619 775,7	618 465,7	625 861,9	7 396,2	1,2%	99 618,1	18,9%
dont dépôts à terme	409 434,0	410 518,0	442 303,0	457 677,0	461 053,0	3 376,0	0,7%	51 619,0	12,6%
Autres Postes Nets	110 139,5	124 162,1	137 642,0	141 309,5	158 955,5	17 646,0	12,5%	48 816,0	44,3%

AGREGATS MONETAIRES	déc.07	déc.08	déc.09	déc.10	déc.11
M1/PIB	14,4%	13,3%	14,2%	12,1%	12,0%
M2/PIB	25,1%	24,2%	28,1%	28,5%	29,5%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont passés de 681,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 704,9 milliards de FCFA à fin septembre 2012 soit une progression de 23,4 milliards de FCFA (+3,4%). Cette hausse s'explique uniquement par la croissance des avoirs extérieurs nets des banques (+78,9 milliards de FCFA) entre fin décembre 2011 et fin septembre 2012, ceux de la Banque Centrale s'étant au contraire contracté (-55,5 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 55,5 milliards de FCFA (-20,2%) résulte de la baisse des avoirs extérieurs bruts et de la progression des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 478,2 milliards de FCFA à fin septembre 2012 contre 488,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit un recul de 10,3 milliards de FCFA (-2,1%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 258,4 milliards de FCFA à fin septembre 2012, contre 213,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 45,3 milliards de FCFA (+21,3%).

La position extérieure des banques a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs bruts et une contraction des engagements extérieurs bruts. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques sont passés de 555,4 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 614,3 milliards de FCFA à fin septembre 2012, soit une hausse de 58,9 milliards de FCFA (+10,6%). Sur la même période, leurs engagements extérieurs sont passés de 149,2 milliards de FCFA à 129,2 milliards de FCFA, soit une baisse de 20,0 milliards de FCFA (-13,4%).

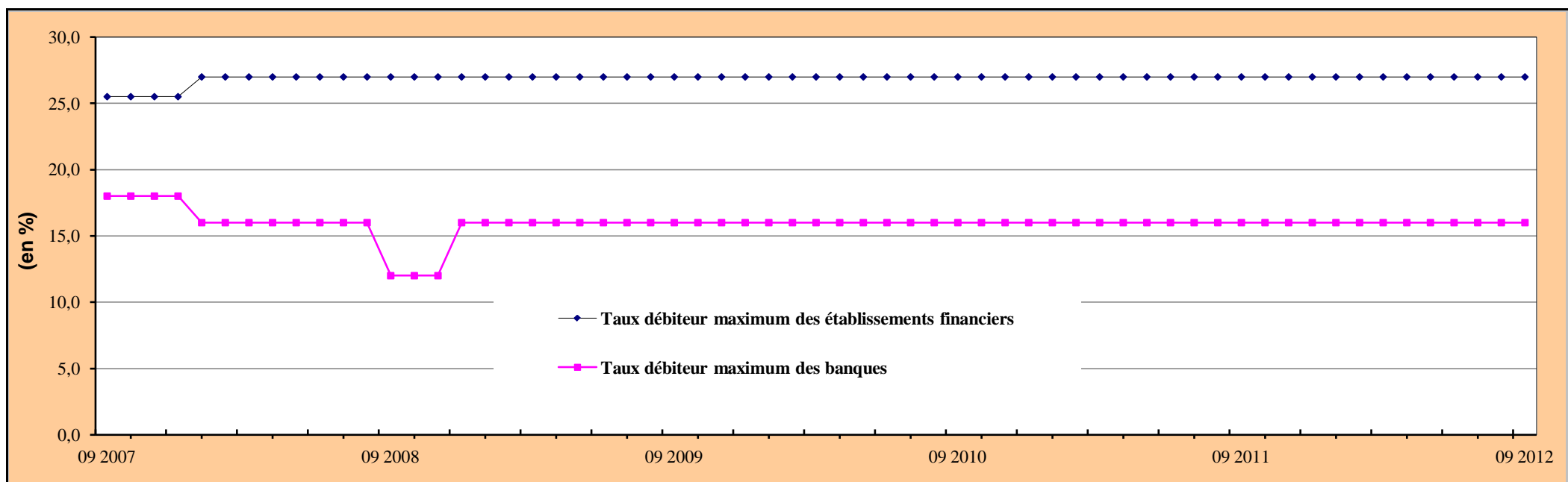
Le crédit intérieur a progressé de 126,4 milliards de FCFA (+13,4%) à fin septembre 2012, en ressortant à 1.070,1 milliards de FCFA contre 943,7 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Cette progression est attribuable aux crédits à l'économie, la PNG s'étant améliorée sur la période. En effet, les crédits à l'économie ont augmenté de 135,7 milliards de FCFA (+14,3%), en passant de 951,6 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 1.087,3 milliards de FCFA à fin septembre 2012. Quant à la PNG, elle s'est améliorée de 9,2 milliards de FCFA (+117,2%) sur la même période.

La masse monétaire, suivant l'évolution de ses contreparties, a enregistré un accroissement de 7,7% (+115,0 milliards de FCFA) entre fin décembre 2011 et fin septembre 2012, en s'établissant à 1.616,1 milliards de FCFA à fin septembre 2012, contre 1.501,1 milliards de FCFA en fin décembre 2011. Cette évolution est due aussi bien à une augmentation des dépôts en banques (+111,9 milliards de FCFA, soit +9,1%), qu'à celle de la circulation fiduciaire (+4,0 milliards de FCFA, soit +2,1%) sur la même période.

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	-5,9%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du troisième trimestre 2012, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas connu de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la BCEAO sont restés fixes à 3,00% et à 4,00% respectivement, depuis leur dernière évolution avec date d'effet le 16 juin 2012.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du troisième trimestre 2012.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au cours du troisième trimestre 2012.

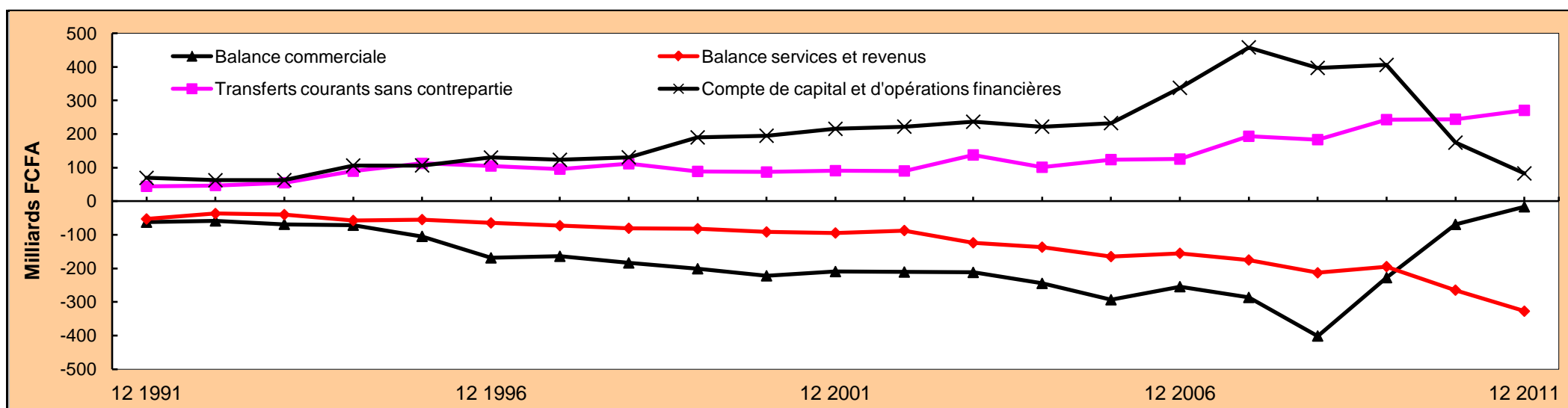
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè se ressentirait des effets de la crise économie internationale difficile, notamment de la crise de la dette souveraine en Europe. Ces effets seraient toutefois été atténués, au niveau des opérations courantes, par la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires et la bonne tenue des exportations d'or, grâce à la hausse des prix internationaux du métal jaune et au renforcement des capacités extractives des sociétés minières.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Var. 2011	
						Var./2010	Var./2009
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations		
Exportations de biens FOB	298,6	310,4	425,2	785,2	1 041,2	32,6%	56,5%
Importations de biens FOB	585,1	711,7	652,8	854,2	1 057,8	23,8%	27,3%
Balance commerciale	-286,6	-401,4	-227,6	-69,0	-16,6	-75,9%	-73,0%
Services	-173,9	-211,6	-192,1	-261,6	-324,0	23,8%	29,9%
Revenus	-1,1	-1,6	-2,6	-3,2	-3,5	10,7%	17,0%
Balance des services et revenus	-175,1	-213,2	-194,7	-264,8	-327,5	23,7%	29,7%
Transferts courants sans contrepartie	193,3	183,3	242,8	244,0	270,4	10,8%	5,5%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-268,4	-431,3	-179,4	-89,9	-73,7	-18,0%	-35,9%
Transferts en capital	140,2	85,9	132,9	98,9	111,8	13,1%	-8,3%
Opérations financières	317,8	310,9	272,7	75,5	-29,1		
Comptes de capital et d'opérations financières	457,9	396,8	405,6	174,3	82,7	-52,6%	-54,8%
Erreurs et omissions	-1,5	1,5	-1,4	1,5	0,8	-48,5%	
Solde global	188,1	-33,0	224,7	86,0	9,8	-88,6%	-79,1%



Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2010 ont été caractérisés par une bonne tenue des cours mondiaux de l'or et du coton, les deux principaux produits d'exportation. S'agissant de l'or, sa production s'est accrue avec le démarrage des activités des mines d'Essakane et d'Inata. Les effets de ces facteurs ont été atténués par une remontée des prix internationaux des produits pétroliers à partir du deuxième trimestre de l'année 2010. Aussi, les importations liées à l'intensification des activités agricoles et minières ainsi que celles relatives à la reconstruction et/ou la réhabilitation des infrastructures socio-économiques endommagées par les inondations du 1er septembre 2009 ont contribué à limiter l'accroissement des avoirs extérieurs nets. Ainsi, la Balance des Paiements du Burkina Faso ressortirait excédentaire de 86,0 milliards de FCFA en 2010, contre +224,7 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2010 s'est améliorée de 89,6 milliards de FCFA par rapport à l'année 2009, sous l'effet d'une hausse des exportations (+360,0 milliards de FCFA) conjuguée à une augmentation des importations (-201,5 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 785,2 milliards de FCFA en 2010 contre 425,2 milliards de FCFA en 2009, soit une hausse de 84,7% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+332,1 milliards de FCFA) et du coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays (16,7 milliards de FCFA) entre 2009 et 2010. Quant aux importations, elles sont ressorties à 854,2 milliards de FCFA en 2010 contre 652,8 milliards de FCFA en 2009 soit une hausse de 30,9% imputable principalement aux biens d'investissement (+111,3 milliards de FCFA) et aux produits pétroliers (+40,8 milliards de FCFA).

Le solde des opérations financières et de capital, s'est établi à +174,3 milliards de FCFA en 2010 contre 405,6 milliards de FCFA en 2009, soit une baisse de 231,2 milliards de FCFA (-57,0%). Cette régression s'explique aussi bien par le solde du compte de capital que celui des opérations financières. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital est passé de 132,9 milliards de FCFA en 2009 à 98,9 milliards de FCFA en 2010, soit une diminution de 34,0 milliards de FCFA d'une année à l'autre. De même le solde excédentaire des opérations financières s'est réduit de 197,2 milliards de FCFA, en se situant à 75,5 milliards de FCFA en 2010 contre 272,7 milliards de FCFA en 2009.

Ainsi, le solde global s'est établi à +86,0 milliards de FCFA en 2010 contre 224,7 milliards de FCFA en 2009.

Ainsi, à fin décembre 2011, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire à 40,4 milliards de FCFA contre un excédent de 86,0 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette augmentation du solde global des comptes extérieurs découlerait de l'amélioration du solde déficitaire des transactions courantes.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
TOTAL	321 496,9	332 877,0	371 625,5	476 094,7	461 621,6	-3,0%	43,6%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 900,3	3 868,7	3 714,9	3 639,9	3 555,1	-2,3%	-8,9%
Produits du règne végétal	22 356,6	20 719,0	21 167,7	25 223,8	30 689,4	21,7%	37,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 029,1	3 454,9	4 006,0	4 585,7	4 996,2	9,0%	24,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	23 141,3	27 737,2	22 864,6	25 059,2	30 685,8	22,5%	32,6%
Produits minéraux	78 980,0	83 525,0	91 195,5	136 900,7	143 711,0	5,0%	82,0%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	44 333,3	40 047,6	39 110,1	70 230,8	51 252,4	-27,0%	15,6%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	12 438,2	13 037,5	19 169,5	16 194,8	16 383,7	1,2%	31,7%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	177,1	215,4	338,4	329,4	406,6	23,4%	129,5%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	931,4	870,6	1 006,0	1 226,7	1 100,7	-10,3%	18,2%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 546,7	6 032,1	5 694,6	7 675,0	6 909,6	-10,0%	5,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	5 604,2	6 657,2	7 802,5	7 920,0	7 467,4	-5,7%	33,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 237,9	1 266,7	1 393,9	1 247,3	1 229,1	-1,5%	-0,7%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 403,5	2 995,3	3 105,6	2 788,0	3 325,9	19,3%	-2,3%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	43,6	58,8	107,7	42,3	90,1	113,0%	106,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	27 898,4	23 971,4	33 137,5	36 325,2	31 039,9	-14,6%	11,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	51 195,8	57 904,5	74 566,1	79 814,6	82 724,4	3,6%	61,6%
Matériel de transport	27 001,3	33 240,7	37 143,5	50 353,1	36 509,4	-27,5%	35,2%
Instrument et appareils d'optique, de photographie...	4 662,3	4 406,2	2 701,9	3 309,9	5 604,7	69,3%	20,2%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	749,5	239,6	331,6	450,2	287,0	-36,3%	-61,7%

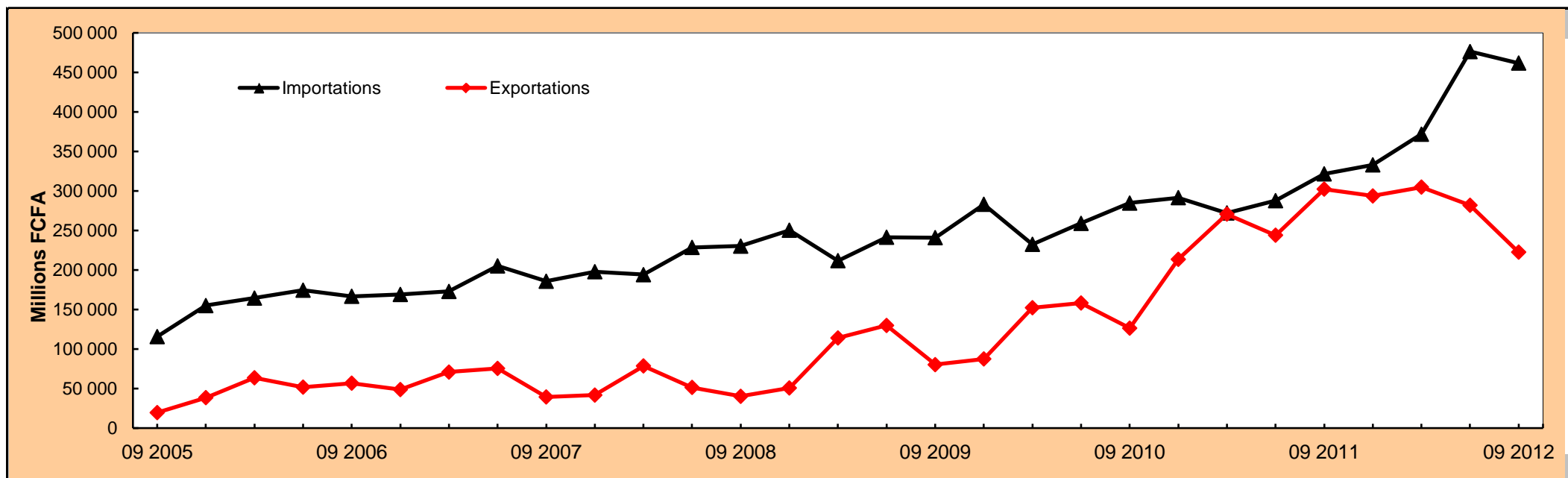
Les importations enregistrent au troisième trimestre 2012 une baisse de 3,0% par rapport au deuxième trimestre 2012. La valeur totale des importations est ainsi passée de 476,1 milliards de francs CFA au deuxième trimestre 2012 à 461,6 milliards de francs CFA au troisième trimestre 2012, soit une baisse de 14,5 milliards de francs CFA.

Cette baisse est principalement imputable à une baisse des importations des produits des industries chimiques de 19,0 milliards de francs CFA et de matériels de transports de 13,8 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit. En effet, une hausse de 43,6% est observée par rapport au troisième trimestre de 2011. La facture pétrolière enregistre la principale progression avec une différence de +64,7 milliards de francs CFA, soit +82,0% de glissement annuel, suivi des importations de machines, appareils et matériels électriques pour 31,5 milliards de francs CFA avec un glissement annuel de +61,6% et du matériels de transport pour 9,5 milliards de FCFA avec un glissement annuel de 35,2%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
TOTAL	302 239,3	293 566,9	304 772,7	281 790,6	222 543,3	-21,0%	-26,4%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 256,3	1 568,1	820,9	1 018,9	459,3	-54,9%	-63,4%
Produits du règne végétal	15 425,0	14 324,3	30 817,5	19 947,7	6 657,5	-66,6%	-56,8%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	7 717,0	11 541,0	24 645,5	7 904,5	1 560,3	-80,3%	-79,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	244,1	777,6	678,5	389,5	377,1	-3,2%	54,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 558,2	1 083,0	2 288,4	2 078,0	1 000,0	-51,9%	-35,8%
Produits minéraux	674,9	987,9	368,5	196,2	157,3	-19,8%	-76,7%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 138,5	328,6	491,4	2 135,4	927,2	-56,6%	-18,6%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	2 161,3	50,3	58,4	160,0	129,1	-19,3%	-94,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	350,0	614,4	432,8	708,4	362,7	-48,8%	3,6%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	5,4	1,5	15,2	2,0	29,0	1318,7%	437,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	13,7	18,7	15,9	25,0	32,1	28,6%	133,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 899,8	29 169,6	71 426,1	35 212,8	9 490,7	-73,0%	20,1%
dont coton fibre	6 834,8	28 430,1	70 411,2	34 452,1	8 406,3	-75,6%	23,0%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	19,7	0,0	48,5	25,7	37,3	45,0%	89,0%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	61,4	46,5	99,1	78,1	37,8	-51,6%	-38,4%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	266 715,1	237 751,6	191 773,5	204 345,8	184 731,9	-9,6%	-30,7%
dont or	266 712,3	237 751,1	191 773,5	204 223,3	184 727,2	-9,5%	-30,7%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	1 402,5	850,2	537,5	1 018,3	513,5	-49,6%	-63,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	1 815,2	2 377,4	2 844,2	9 249,4	14 711,3	59,1%	710,4%
Matériel de transport	1 163,1	3 254,2	1 664,0	4 294,8	1 620,4	-62,3%	39,3%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	36,7	144,0	76,2	279,2	116,0	-58,4%	216,3%
Marchandises et produits divers	278,4	170,7	246,0	488,4	1 015,0	107,8%	264,6%



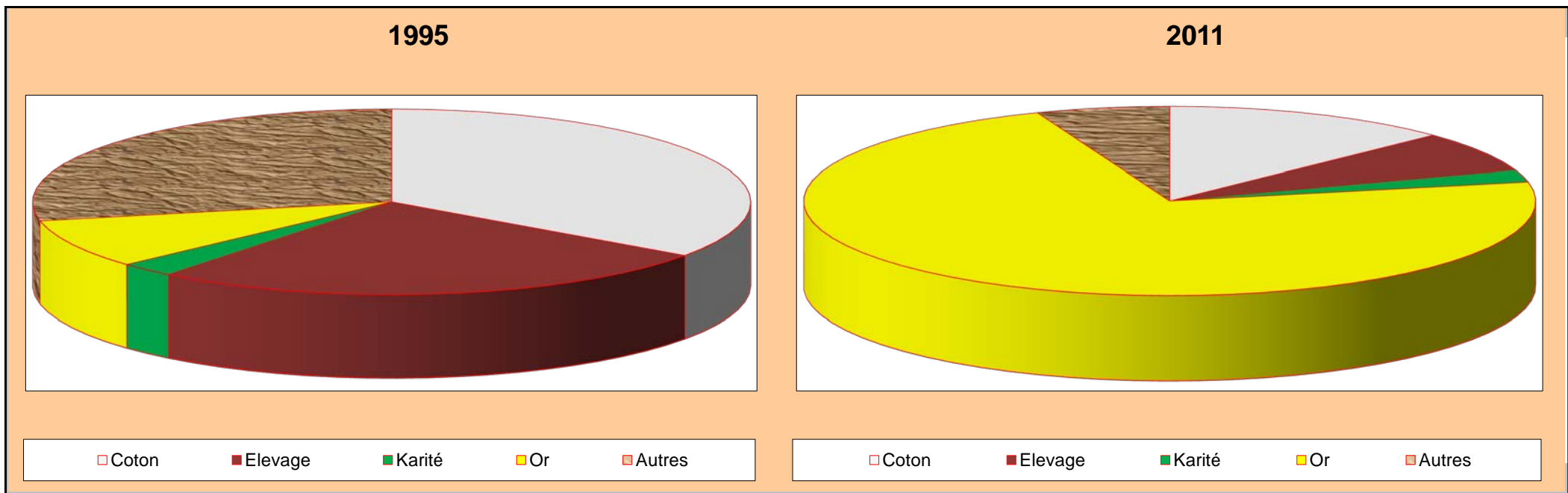
La baisse amorcée par les exportations continue. Au troisième trimestre 2012, les exportations enregistrent une baisse de 21,0% en glissement trimestriel, portant le niveau des exportations de 281,8 milliards FCFA au deuxième trimestre 2012 à 222,5 milliards FCFA.

Cette baisse est principalement imputable à celle des principaux produits d'exportations du Burkina Faso que sont l'or, le coton-fibre et les produits du règne végétal. En effet, les exportations de coton-fibre enregistrent une baisse de 26,1 milliards FCFA (-75,6%), les exportations d'or une baisse de 19,5 milliards FCFA (-9,5%) et les exportations de produits du règne végétal une baisse de 13,3 milliards FCFA (-66,6%).

En glissement annuel, les exportations ont connu une baisse de 26,4%. Cette baisse est principalement imputables aux exportations d'or qui enregistrent une baisse de 30,7% correspondant à une valeur de 82,0 milliards de FCFA et des produits du règne végétal qui enregistrent une baisse de 56,8% avec 8,8 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1995	2008	2009	2010	2011
Part du coton dans total	34,8%	33,1%	22,8%	14,4%	12,8%
Part des produits de l'élevage dans total	25,8%	16,3%	14,2%	8,3%	6,9%
Part du karité dans total	2,5%	5,4%	4,2%	2,5%	2,1%
Part de l'or dans total	8,5%	22,6%	42,3%	65,2%	72,3%
Part des autres produits dans total	28,3%	22,5%	16,6%	9,5%	5,9%

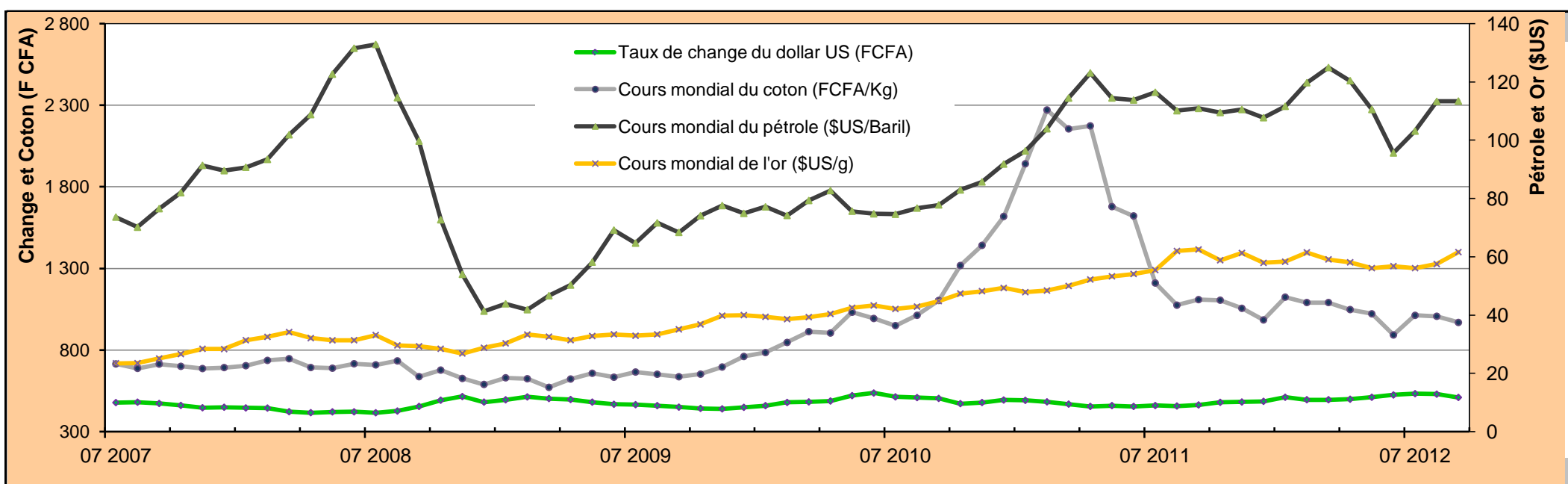


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabè poursuit sa mutation. D'une structure où prédominaient les exportations de produits de l'élevage (25,8%) et celles du coton (34,8%) en 1995, il ressort une prédominance de l'or avec 72,3% de la part des exportations en 2011. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 12,1 tonnes en 2009 et 32,2 tonnes en 2011, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	Glissement	
						trimestriel	annuel
Moyenne trimestrielle							
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	460,6	482,7	501,0	511,7	524,3	2,5%	13,8%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	112,5	109,2	118,7	108,8	109,9	1,0%	-2,3%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	2 456,7	2 173,0	2 200,0	1 933,3	1 900,0	-1,7%	-22,7%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	60,0	59,3	59,6	57,0	58,4	2,5%	-2,6%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	51,8	52,7	59,4	55,6	57,6	3,7%	11,2%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 131,5	1 048,6	1 102,2	987,5	996,2	0,9%	-12,0%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	27,6	28,6	29,9	29,2	30,6	4,9%	10,8%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,022	0,020	0,019	0,018	0,017	-2,6%	-20,7%



. Taux de change du dollar :

La dépréciation du FCFA par rapport au dollar qui a été observée au deuxième trimestre 2012 s'est intensifiée au cours du troisième trimestre 2012. Après une dépréciation de 2,1% au deuxième trimestre 2012, le taux USD/FCFA a connu une baisse de 2,5% au troisième trimestre 2012 (en variation trimestrielle), soit à un taux trimestriel moyen de 524,3 FCFA contre 511,7 FCFA un trimestre plutôt. En glissement annuel, il s'est déprécié de 13,8% contre 12,0% au deuxième trimestre 2012. Cette forte dépréciation observée depuis mai 2012 serait imputable en partie à la dégradation du climat de confiance sur les marchés financier et monétaire de la zone euro en réponse à la persistance des signes de risque relatif à la crise dans la zone, comme l'atteste les révisions à la baisse des prévisions de croissance en Europe comme au niveau mondial.

. Prix des produits exportés :

Le cours mondial du coton poursuit sa chute amorcée depuis avril 2011, enregistrant ainsi une baisse trimestrielle moyenne de 2,7% contre une baisse de 13,8% au deuxième trimestre 2012. En glissement annuel, le cours demeure en baisse de 24,4%. En FCFA, le cours du coton a enregistré une baisse de 0,2% et de 14,0% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Le kilogramme de coton fibre est ainsi ressorti en moyenne à 973,5 FCFA au troisième trimestre contre 975,1 FCFA au deuxième trimestre 2012. La baisse s'expliquerait par l'augmentation de la production mondiale de coton associée à la faiblesse de la demande mondiale consécutive à la stagnation de la croissance mondiale et à la hausse de la demande de la fibre synthétique.

Le cours mondial de l'once d'or a conservé sa tendance haussière amorcée à la fin du deuxième trimestre 2012. Ainsi, le cours du gramme d'or a augmenté de 2,4% au troisième trimestre contre une baisse de 4,3% au deuxième trimestre 2012, passant ainsi de 57,0 \$US à 58,4 \$US en moyenne. En glissement annuel le cours de l'or est en baisse de 2,7% contre une 7,2% deuxième trimestre 2012. En FCFA, il est en hausse de 4,9% (variation trimestrielle), passant ainsi de 29.200 FCFA/g en moyenne au deuxième trimestre 2012 à 30.600 FCFA/g au troisième trimestre 2012. L'or devrait conserver son statut de première valeur refuge en relation avec la persistance des incertitudes économiques en rapport avec la crise d'endettement en vigueur dans la zone euro.

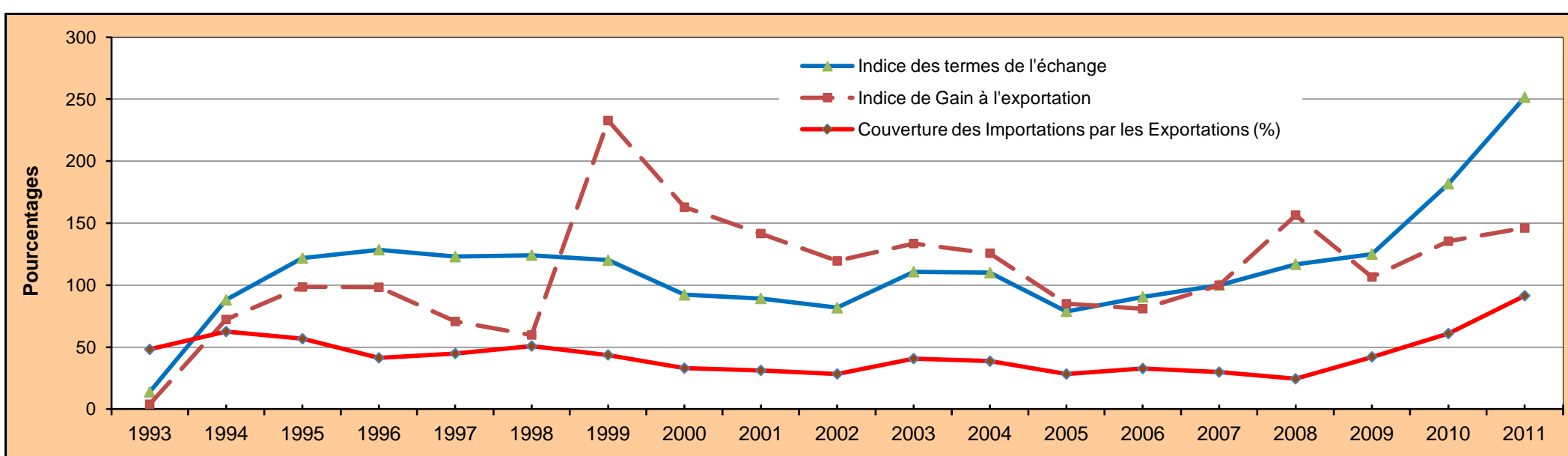
. Prix des produits importés :

Le cours mondial du baril du brut de pétrole a renoué avec la hausse en août 2012 après quatre mois consécutif de baisse (8,3% en moyenne), enregistrant ainsi une variation trimestrielle moyenne de +1,0% contre -7,6% au deuxième trimestre 2012. En glissement annuel, il reste nettement en deçà de son niveau de il y a une année de 2,3%. En FCFA, le cours du baril du brut de pétrole a varié de +3,7% et de +11,2% respectivement en glissements trimestriel et annuel. Cette reprise de la hausse du cours du baril en août 2012 serait en partie due à la hausse de la demande mondiale (notamment la Chine) combinée aux mesures d'ajustement de l'offre des pays membres de l'OPEP.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	Var. 2011	
						Var./2010	Var./2009
Indice prix à l'exportation	100,0	126,6	146,7	209,6	282,3	34,7%	92,4%
Indice prix à l'importation	100,0	108,3	117,3	115,3	112,2	-2,6%	-4,3%
Indice des termes de l'échange	100,0	116,9	125,1	181,8	251,5	38,3%	101,1%
Indice de gain à l'exportation	100,0	156,5	106,6	135,5	146,1	7,9%	37,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	29,9	24,5	42,1	60,9	91,5	50,1%	117,1%



Si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 60,9% en fin 2010 puis de 91,5% en fin 2011.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévion, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSOFE	Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHRH	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévion et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions - Relecture	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
LENGANE, Toubriyant MILLOGO, François SIE, Chiep	Finances publiques	DEP/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
SEBEGO, Mamoudou	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP